



*Le Groupe BANK OF AFRICA
a **confiance**
en l'avenir de l'Afrique.*



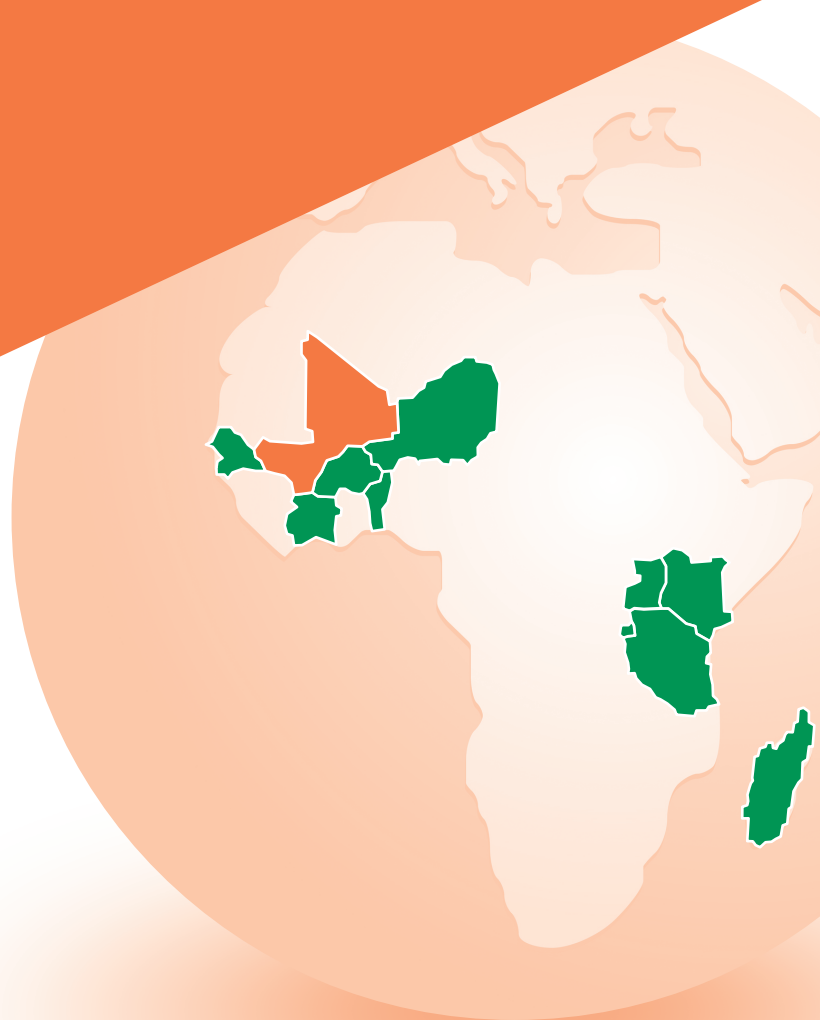
M a l i

2008 - RAPPORT ANNUEL / ANNUAL REPORT



GRUPE BANK OF AFRICA

BANK OF AFRICA - MALI



Le Groupe BANK OF AFRICA croit en l'avenir de l'Afrique et y contribue.

Les Banques du Groupe BOA facilitent la scolarisation des enfants grâce à des services adaptés.

Elles sont attentives aux nouvelles générations en proposant des produits spécifiquement conçus pour accompagner leurs premiers pas dans la vie active.

Continuellement, de nouveaux produits sont imaginés pour accompagner la jeunesse africaine dans ses projets.

Chaque année, depuis plus de 25 ans, le Groupe embauche et forme de jeunes diplômés, dont certains sont aujourd'hui les plus hauts Responsables de ses Banques.

Depuis 12 ans, la Fondation BANK OF AFRICA mène des actions dans le milieu scolaire, notamment pour améliorer les conditions de vie des enfants les plus défavorisés.

The BANK OF AFRICA Group believes in and contributes to Africa's future.

The Banks in the BOA Group contribute to children's education through their tailored services.

They see to the needs of the younger generation by offering products specifically designed to accompany their early steps in life.

New products are continuously being created to accompany Africa's young people in their projects.

Every year for over 25 years the Group has hired and trained young graduates, some of whom now occupy positions of the highest responsibility in its Banks.

For the past 12 years, the BANK OF AFRICA Foundation has promoted initiatives in schools that aim in particular to improve the living conditions of the most disadvantaged children.

Sommaire

Table of contents

Introduction <i>Introduction</i>		Conseil d'Administration, Capital <i>Board of Directors, Capital</i>	12
Banques et Filiales du Groupe en 2008 <i>Group Banks and Subsidiaries in 2008</i>	1	Rapport du Conseil d'Administration <i>Board of Directors' report</i>	13
Les points forts du Groupe <i>Group strong points</i>	2	Rapports des Commissaires aux Comptes Rapport Général Rapport Spécial <i>(French only)</i>	22 26
Produits et Services disponibles <i>(French only)</i>	4	Bilan et Compte de Résultat <i>Balance sheet and Income statement</i>	27
Le mot du Directeur Général <i>Message from the Managing Director</i>	6	Résolutions <i>Resolutions</i>	34
Faits marquants Chiffres-clés <i>Key facts and figures</i>	8 9	Annexes <i>(French only)</i>	36
Engagements citoyens de la Banque <i>(French only)</i>	10		



Banques et Filiales du Groupe en 2008

Group Banks and Subsidiaries in 2008

11 BANQUES COMMERCIALES

11 COMMERCIAL BANKS

BOA-BÉNIN	9 ◆ Cotonou	8 ▲ Azové, Abomey-Calavi, Bohicon, Dassa-Zoumé, Djougou, Parakou, Porto-Novo, Ouando (Porto-Novo).
BOA-BURKINA FASO	7 ◆ Ouagadougou	5 ▲ Bobo-Dioulasso, Fada, Koudougou, Koupéla, Pouytenga.
BOA-CÔTE D'IVOIRE	9 ◆ Abidjan	2 ▲ Bouaké, San Pedro.
BOA-KENYA	4 ◆ Nairobi	3 ▲ Kisumu, Mombasa, Thika.
BOA-MADAGASCAR	14 ◆ Antananarivo	41 ▲ Réparties sur l'ensemble du territoire/ <i>Spread over the whole country.</i>
BOA-MALI	7 ◆ Bamako	6 ▲ Kayes, Koulikoro, Koutiala, Nioro du Sahel, Segou, Sikasso. 2 ▲ Morila (Sikasso), Sadiola (Kayes). 1 ● Paris.
BOA-NIGER	4 ◆ Niamey	6 ▲ Agadez, Dosso, Gaya, Maradi, Tahoua, Tillabéri.
BOA-SÉNÉGAL	8 ◆ Dakar	3 ▲ Ngor, Saly Portudal, Touba.
BOA BANK-TANZANIA	5 ◆ Dar es Salaam	2 ▲ Arusha, Mwanza.
BOA-UGANDA	7 ◆ Kampala	5 ▲ Arua, Jinja, Lira, Mbale, Mbarara.
BCB (BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA)	3 ◆ Bujumbura	9 ▲ Gihofi, Giteba, Kayanza, Kirundo, Muyinga, Ngozi, Rumonge, Rugombo, Ruyigi.
GIE GROUPE BANK OF AFRICA	1 ● Paris	

1 BANQUE DE L'HABITAT

1 HOUSING FINANCE BANK

BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN 1 ◆ Cotonou

3 SOCIÉTÉS DE CRÉDIT-BAIL

3 LEASE FINANCE COMPANIES

ÉQUIPBAIL-BÉNIN	● Cotonou
ÉQUIPBAIL-MADAGASCAR	● Antananarivo
ÉQUIPBAIL-MALI	● Bamako

1 SOCIÉTÉ DE BOURSE

1 FIRM OF STOCKBROKERS

ACTIBOURSE ● Cotonou 1 ● Abidjan : bureau de liaison/*Liaison office.*

2 SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

2 INVESTMENT COMPANIES

AGORA	● Abidjan
ATTICA	● Cotonou

1 FILIALE INFORMATIQUE

1 INFORMATION TECHNOLOGY SUBSIDIARY

AISSA ● Cotonou

◆ Agences/Branches ▲ Agences régionales/Regional branches ▲ Bureau de proximité/Local branch

● Siège social/Head office ● Bureau de représentation ou de liaison/Representative office or liaison office

Les points forts du Groupe

Group strong points

- **La qualité du service offert à la clientèle** / *Quality of customer service*
- **Le dynamisme et la disponibilité des hommes** / *Dynamism and availability of staff*
- **La solidité financière** / *Financial solidity*
- **la cohésion du réseau** / *Cohesive network*
- **La diversité des financements proposés** / *A wide range of financing solutions*
- **L'expertise en ingénierie financière** / *Expertise in financial engineering*
- **La puissance des partenaires** / *Strong partners*

Un réseau puissant

- Plus de 2 600 personnes à votre service.
- Des participations importantes dans plusieurs sociétés d'assurance-vie.
- Plus de 170 sites d'exploitation et de production dédiés, sur 12 pays, hors partenaires associés.
- Un parc de Guichets Automatiques Bancaires et de Terminaux de Paiement Électronique en expansion continue.
- Plus de 600 000 comptes bancaires.

Une offre étendue et diversifiée

- Une gamme complète de produits bancaires et financiers.
- Une offre attractive en matière de contrats d'assurance-vie.
- Des solutions adaptées à tous les problèmes de financement.
- Une ingénierie financière performante.

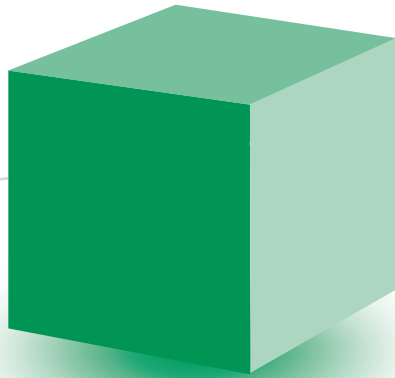
Des partenaires stratégiques

Dont :

- la BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTÉRIEUR (BMCE BANK),
- PROPARCO,
- la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE (SFI - GROUPE BANQUE MONDIALE),
- la BANQUE OUEST AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BOAD),
- la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE NÉERLANDAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT (FMO),
- la SOCIÉTÉ BELGE D'INVESTISSEMENT POUR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (BIO),
- et le fonds d'investissement AUREOS.

Une expérience africaine unique

- Un développement continu depuis près de 30 ans.



CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE EN 2008

Group total turnover in 2008

± 235 millions €

A strong network

- *More than 2,600 people, at your service.*
- *Major holding in several life insurance companies.*
- *More than 170 dedicated operating and production sites in 12 countries, excluding affiliated partners.*
- *A continuously expanding fleet of Automated Teller Machines and Electronic Payment Terminals.*
- *Over 600,000 bank accounts.*

A wide and varied offer

- *Full range of banking and financial services.*
- *Attractive range of life insurance policies.*
- *Tailored solutions for all financing issues.*
- *Successful financial engineering.*

Strategic partners

Including:

- *BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTÉRIEUR (BMCE BANK),*
- *PROPARCO,*
- *INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION (IFC - WORLD BANK GROUP),*
- *WEST AFRICAN DEVELOPMENT BANK (BOAD),*
- *NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY (FMO),*
- *BELGIUM INVESTMENT COMPANY FOR DEVELOPING COUNTRIES (BIO),*
- *and investment fund AUREOS.*

Unique experience in Africa

- *Continuous development for almost 30 years.*

Produits et services disponibles

RÉSEAU FRANCOPHONE BANK OF AFRICA

BOA-MALI



Assurances

Assurance Études
Assurance Prévoyance
Assurance Retraite

Comptes

Compte à Vue "Compte Particulier" ■
Compte Devises
Compte Elite ■
Compte Jeunes

Épargne

Bons de Caisse
Bons du Trésor par Adjudication
Compte Épargne ■
Compte Épargne Elite
Dépôt à Terme ■
Plan Épargne Éducation
Plan Épargne Logement
Plan Épargne Pèlerinage

Monétique

Carte SÉSAME ■
Carte VISA LIBRA ■
Carte VISA PROXIMA ■
Carte VISA Prépayée TUCANA ■
Cash Advance MASTERCARD

Multimédia

B-Phone - B-SMS ■
B-Web ■

Prêts

Avance
Avance Tabaski
Découvert Autorisé ■
Microfinance
Prêt Collectif
Prêt Consommation ■
Prêt Équipement ■
Prêt Etudiant 2iE
Prêt Événements Familiaux
Prêt Habitation
Prêt Immobilier ■
Prêt Informatique
Prêt Personnel
Prêt Première Installation
Prêt Rechargeable
Prêt Scolarité ■
Prêt Véhicule ■

Services aux entreprises

Large choix de produits et services à destination des grandes entreprises, PME/PMI, associations, institutions et des professions libérales.

Transferts et change

Change Manuel ■
Chèques de Voyage
Transfert Flash ■
Western Union ■

Services Associés

Chèque de Banque ■
Recharge de Téléphone Électronique



2008

**Un enfant naît. Ce que sera sa vie
dépend de lui, comme de tout ce qui l'entoure.**

*A child is born. What their life becomes will depend on them,
and their whole environment.*

Le mot du Directeur Général

Message from the Managing Director



Les objectifs ambitieux que nous nous étions fixés pour 2008, à savoir le développement du réseau d'agences, la pérennisation et l'amélioration de la rentabilité, et le lancement de produits nouveaux et innovants, ont globalement été atteints.

Ainsi, dans un contexte économique très difficile marqué par une croissance faible du Produit Intérieur Brut (PIB), une industrie cotonnière en grande difficulté, une dette intérieure qui ne cesse de s'alourdir, ainsi que les dépôts des banques de la place qui se contractent de 7,1 % en 2008, le total du bilan de la BANK OF AFRICA - MALI (BOA-MALI) progresse de 7,5 % pour atteindre 134,9 milliards de F CFA au 31 décembre 2008.

Capitalisant les retombées de l'ouverture de 5 nouvelles agences toutes équipées d'un Guichet Automatique de Banque (GAB) et du lancement de la carte Visa prépayée TUCANA, le Produit Net Bancaire a connu une amélioration de 13 % pour atteindre 11,5 milliards de F CFA au 31 décembre 2008.

Les frais généraux d'exploitation, en demeurant inférieurs aux prévisions budgétaires de 180 millions de F CFA, ont contribué à la réalisation d'un résultat brut d'exploitation de 4,5 milliards de F CFA, en hausse de 15,8 % par rapport à 2007, malgré une inflation en augmentation de 9,2 % en moyenne annuelle.

Ce bon niveau de résultat permettra de compléter l'amélioration des fonds propres de la Banque qui s'affichent, avant répartition, à 9 375 millions de F CFA en fin 2008 contre 7 991 millions de F CFA à fin 2007.

L'augmentation de capital de 800 millions de F CFA enregistrée en 2008 est conforme au plan de renforcement des fonds propres fourni aux Autorités de tutelle, qui prévoit d'atteindre un capital minimum de 5 milliards de F CFA dès l'année 2009.

Overall, we have achieved the ambitious targets set for 2008 regarding expansion of the branch network, stabilisation and improvement of profitability, and the launch of innovative new products.

Economic conditions were difficult, with weak growth of GDP (Gross Domestic Product), a struggling cotton industry, spiralling domestic debt, and bank deposits falling by 7.1% in 2008. Nevertheless, total assets of BANK OF AFRICA - MALI (BOA-MALI) grew by 7.5% to CFAF 134.9 billion at 31 December 2008.

Buoyed by media coverage of five new branches, each equipped with an ATM, and the launch of TUCANA, a prepaid Visa card, net banking income grew by 13% to CFAF 11.5 billion at 31 December 2008.

General operating expenses remained within the budget forecast of CFAF 180 million, enabling a gross operating profit of CFAF 4.5 billion to be achieved for the year, up 15.8% from 2007, despite an average annual inflation rate up by 9.2%.

This excellent result further improves the Bank's capital resources, which stood, at end 2008, at CFAF 9,375 million before allocation, compared to CFAF 7,991 million at end 2007.

The capital increase of CFAF 800 million recorded in 2008 is consistent with the plan submitted to the Regulator to boost capital resources, according to which the Bank's capital should reach a minimum level of CFAF 5 billion by 2009.



Nous faisons partie de cet entourage.

We are part of this environment.

Le résultat brut de l'exercice s'établit à 2 483 millions de F CFA. Si nous le corrigeons d'une dotation au Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) de 500 millions de F CFA, le résultat avant impôts aura donc progressé de 44,6 % en un an, passant de 1 371 millions de F CFA au 31 décembre 2007 à 1 983 millions de F CFA à la clôture de l'exercice 2008, tout en maintenant un taux de dotations net aux créances douteuses et litigieuses quasi identique à celui de l'année passée.

Le résultat final ressort à 1 289 millions de F CFA, en augmentation de 44,6 %.

Ces résultats, obtenus dans un environnement économique délicat, attestent néanmoins d'un renforcement durable de la position bénéficiaire de la Banque et de la justesse des décisions et orientations stratégiques décidées par le Conseil d'Administration.

Pour l'année 2009, et malgré les incertitudes des conséquences de la crise internationale sur notre économie, notre Banque poursuivra ses efforts d'innovation et de développement de son réseau d'agences, tout en renforçant la croissance des dépôts et ses actions de financement des Petites et Moyennes Entreprises.

Les performances de 2008 ont été rendues possibles grâce, d'une part, à la qualité du travail du personnel de la Banque et, d'autre part, au soutien de tous les actionnaires ; il faut ici tous les remercier.

Christophe LASSUS-LALANNE

Directeur Général

Gross income for the financial year amounted to CFAF 2,483 million. When adjusted for an allocation of CFAF 500 million to the Fund for General Banking Risks (FGBR), pre-tax profit increased by 44.6% in one year, from CFAF 1,371 million at 31 December 2007, to CFAF 1,983 million at 31 December 2008, while net provisions for doubtful and litigious debts remained at virtually the same level.

Final net income amounted to CFAF 1,289 million, up by 44.6%.

Despite the fragile economic environment, these results testify to the new strength and stability of the Bank's profitability and to the wisdom of the choices and policies of the Board of Directors.

Uncertainty surrounding the impact of the international crisis on our economy notwithstanding, our Bank will continue to innovate and expand its branch network in 2009, while boosting the growth of deposits and financing for SMEs.

For the successes of 2008, we are grateful to the Bank's staff for the quality of their work and to all our shareholders for their continued support.

Christophe LASSUS-LALANNE

Managing Director

Faits marquants exercice 2008

Key facts 2008



Janvier

- Organisation des Rencontres BANK OF AFRICA 2007 pour les Administrateurs du Groupe, à Bamako.

Mai

- Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2008 pour les cadres du Groupe, à Kampala.

Juillet

- Début de la campagne régionale « Prêt Scolarité » avec challenge entre six BANK OF AFRICA et leurs agences. La BOA-MALI remporte le prix de la meilleure agence.

Septembre

- Ouverture de deux nouvelles Agences à Bamako, Sébénikoro et ACI 2000.

Octobre

- Lancement de la carte VISA prépayée « TUCANA ».

Novembre

- Signature d'une Convention de Garantie Partielle du Portefeuille (GPP), destinée au financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) avec la Société Financière Internationale (SFI).
- Augmentation du capital social de la Banque de 3,3 à 4,1 milliards de F CFA avec entrée concomitante de la Société Financière Néerlandaise pour le Développement (FMO) au capital.

Décembre

- Ouverture de trois nouvelles Agences, Hamdallaye, quartier de Bamako, Ségou et Nioro, villes du centre et du nord-ouest du pays.
- Participation aux Rencontres BANK OF AFRICA 2008 pour les Administrateurs du Groupe, à Nairobi.

January

- BANK OF AFRICA 2007 Meeting organised in Bamako for Group Directors.

May

- BANK OF AFRICA 2008 Meeting held in Kampala for senior officers of the Group.

July

- Start of the regional "School loans" campaign and contest between six BANK OF AFRICA banks and their branches. BOA-MALI won the prize for best branch.

September

- Opening of two new branches in Bamako – Sébénikoro and ACI 2000.

October

- Launch of the prepaid VISA card "TUCANA".

November

- Signing of a Partial Portfolio Guarantee (PPG) agreement, designed to finance SMEs, with Société Financière Internationale (SFI).
- Share capital increase from CFAF 3.3 to 4.1 billion and entry of the Netherlands Development Finance Company (FMO) into the capital.

December

- Opening of three new branches in Hamdallaye – a district of Bamako – and in the towns of Ségou and Nioro, in the centre and the north-west of the country.
- BANK OF AFRICA 2008 Meeting held in Nairobi for Group Directors.



**Plus les enfants sont entourés,
plus ils sont heureux.**

*The more these children are cared for,
the happier they will be.*

Activité

Dépôts clientèle *	91 841
Créances clientèle *	85 742

Résultat

Produit Net Bancaire *	11 505
Charges de fonctionnement *	6 098
Résultat Brut d'Exploitation *	4 465
Résultat Net *	1 289
Coefficient d'Exploitation (%)	61,2

Structure

Total Bilan *	134 875
Fonds Propres après répartition *	9 194
Fonds Propres/Total Bilan (%)	6,9
Effectif moyen pendant l'exercice	216

Au 31/12/2008
(*) En millions de F CFA

Activity

Deposits *	91,841
Loans *	85,742

Income

Operating income *	11,505
Operating expenses *	6,098
Gross operating profit *	4,465
Net income *	1,289
Operating ratio (%)	61.2

Structure

Total Assets *	134,875
Shareholders' equity after distribution *	9,194
Shareholders' equity /Total assets (%)	6.9
Average number of employees	216

On 31/12/2008
(*) In CFAF millions



© Louis Vincent.

Engagements citoyens de la Banque

Tout au long de l'année 2008, la BANK OF AFRICA - MALI (BOA-MALI) a entrepris un certain nombre d'actions dans les domaines social, environnemental et économique, notamment en apportant un soutien matériel et financier au mouvement associatif. Ces différentes initiatives ont contribué à renforcer une image de Banque citoyenne pour la BOA-MALI, auprès du public et de ses clients.



Don à l'association Enfant SOS de Sanankoroba, Mali.



Don à l'hôpital Point G, à Bamako. Photos © Amadou Fané



**Plus les enfants sont heureux,
plus ils s'épanouissent.**

The happier they are, the more they will thrive.

Social

■ La BOA-MALI œuvre pour garantir la sécurité des enfants sur le chemin de l'école.

En effet, la Banque a conclu un partenariat avec l'association AEE (Association des Encadreur d'Enfants), en finançant à hauteur de 1,5 million de F CFA le salaire des personnes qui font traverser les rues aux enfants, à l'entrée et à la sortie des classes, évitant ainsi bien des accidents dans une circulation de plus en plus dense. Cette action a également des vertus pédagogiques, en habituant les automobilistes à ralentir aux environs des écoles.

■ La BOA-MALI a fait un don de 350 000 F CFA à une école supérieure (école HETEC), notamment pour récompenser les 6 majors de la filière tertiaire.

Économique

■ La BOA-MALI a contribué à la promotion de la femme malienne et à la lutte contre la pauvreté, en soutenant l'entrepreneuriat féminin.

Un produit spécifique, le Prêt Femmes Entrepreneurs (*Musocèsirilenw* en langue nationale) a ainsi permis

le soutien de 120 projets dans le milieu de l'entrepreneuriat féminin, en accordant des prêts d'un montant total de près de 189 millions de F CFA.

FONDATION BANK OF AFRICA

■ Dans le secteur de la santé, un don d'environ 10 millions de F CFA a été accordé à l'hôpital du Point G, un des principaux hôpitaux de Bamako. Cette somme a servi à financer des interventions chirurgicales pour 40 femmes souffrant de fistule et à acheter des kits médicaux.

■ Dans celui de l'éducation, l'association Enfant SOS a reçu un don en matériel, ventilateurs et équipement informatique, d'une valeur d'environ 5 millions de F CFA.

■ Dans le domaine social, la Pouponnière, un orphelinat de Bamako, a bénéficié d'une contribution d'environ 3 millions de F CFA, pour l'achat d'aliments 1^{er} âge et de cadeaux de Noël.



Conseil d'Administration / Board of Directors

Le Conseil d'Administration, de 10 membres, est actuellement composé comme suit :

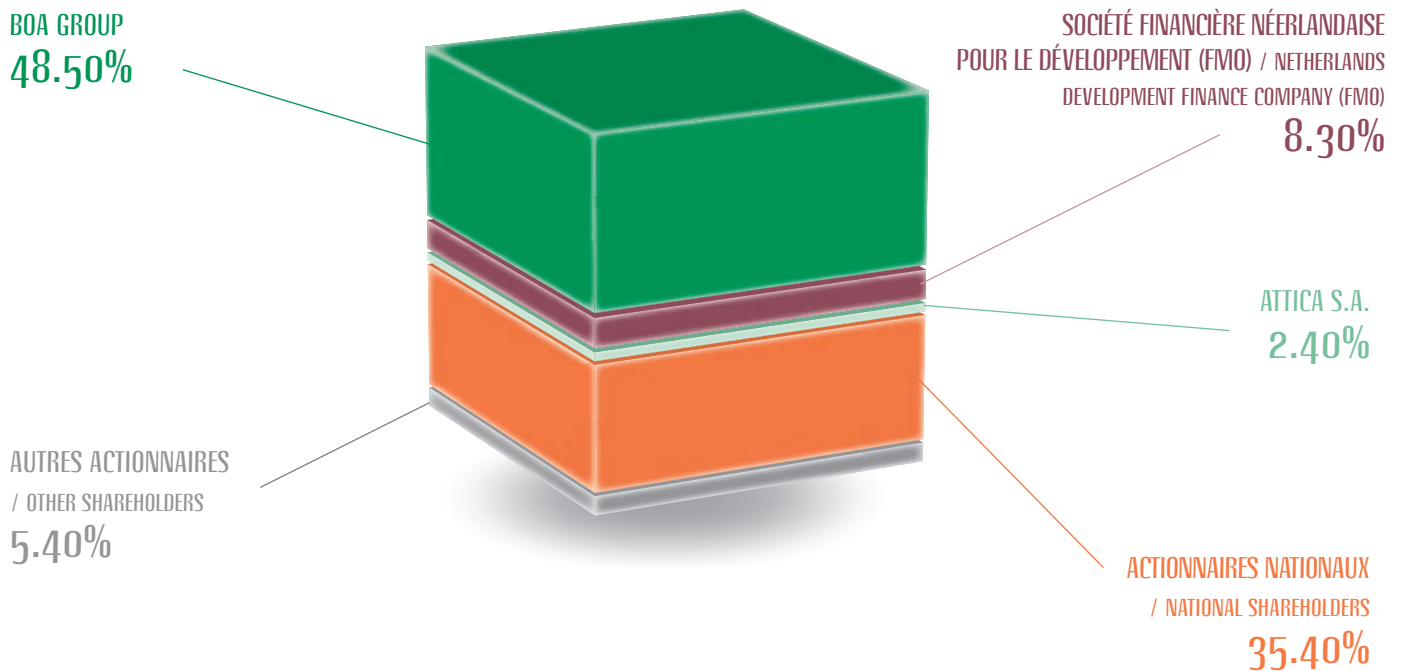
The Board of Directors is at present made up of the following 10 members:

- Boureima SYLLA, Président / Chairman
- Mamadou Amadou AW
- Paul DERREUMAUX
- Dama SOUKOUNA
- Alpha Hampaté GAMBY
- Tidiani KOUMA
- Ernest RICHARD
- Francis SUEUR
- Abdourahmane DIOUF
- Mamadou MAIGA

Capital / Capital

Au 31 décembre 2008, la répartition du capital s'établit comme suit :

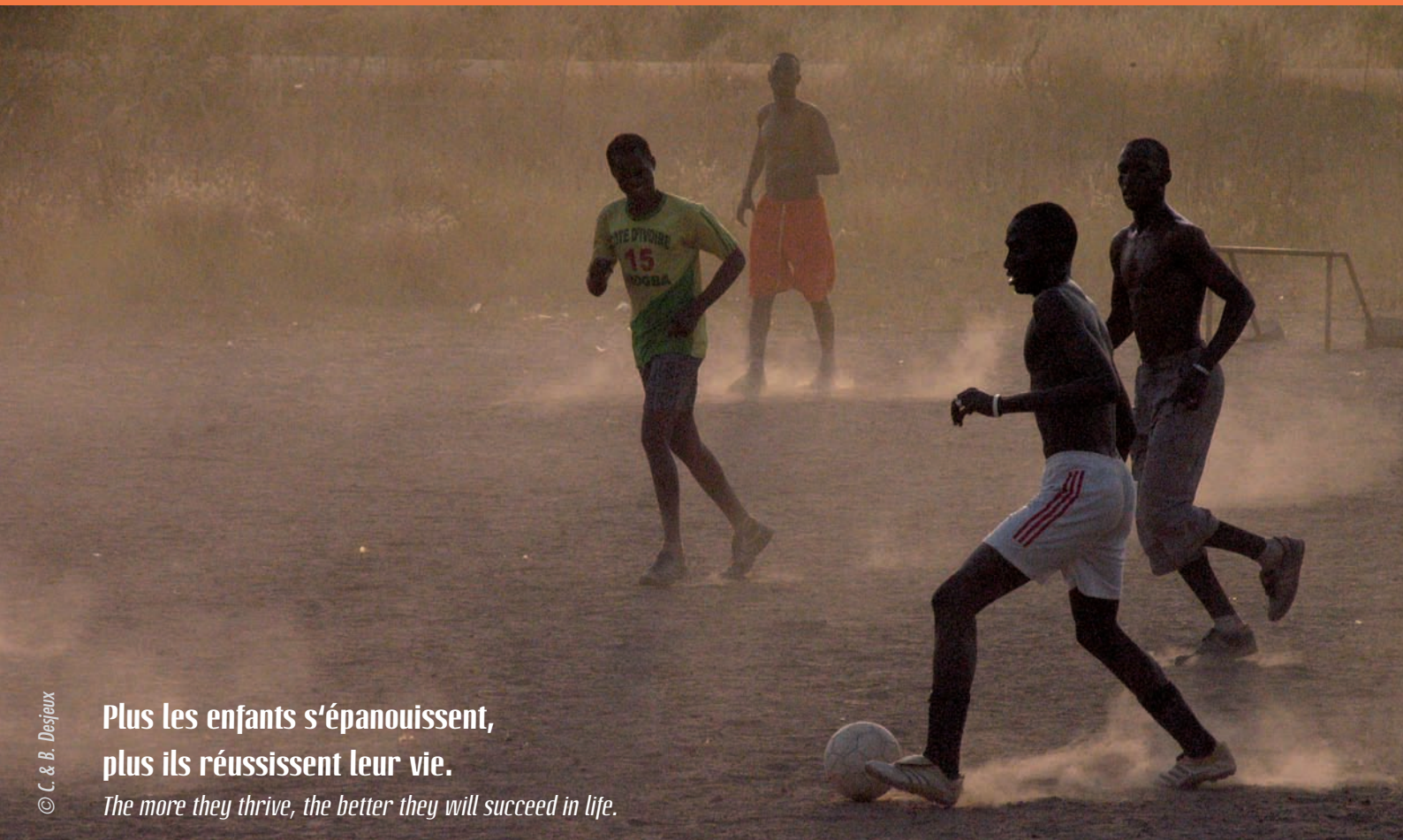
At 31 December 2008, the bank's capital was held as follows:



Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2009

Report by the Board of Directors to the Annual General Meeting held on 23 May 2009



Plus les enfants s'épanouissent,
plus ils réussissent leur vie.

The more they thrive, the better they will succeed in life.

© C. & B. Desjeux

Le cadre économique & financier de l'exercice 2008

L'environnement économique international a été marqué en 2008 par :

■ un ralentissement généralisé qui affecte depuis le quatrième trimestre, tant les pays développés que les pays émergents. Les dernières estimations du Fond Monétaire International (FMI) situent le taux d'expansion de l'économie à 3,7 % en 2008 après qu'il ait atteint 5 % en 2007 ;

■ aux États-Unis, l'éclatement de la bulle immobilière a entraîné une forte augmentation des impayés et des saisies des biens hypothéqués. L'activité économique s'est contractée. Le taux de progression du Produit Intérieur Brut (PIB) en termes réels se situerait à 1,4 % contre 2 % en 2007. Malgré les énormes injections de liquidités le PIB a chuté à un rythme annuel de 2,8 % avec une inflation au-dessus de 5 % et un déficit budgétaire qui avoisinerait 1 000 milliards de dollars US ;

Economic & financial trends during fiscal year 2008

In 2008, the international economic scene was marked by:

■ a general slowdown starting in the fourth quarter which has affected both developed and emerging countries. The latest estimates of the International Monetary Fund (IMF) set the growth rate of the economy at 3.7% in 2008 after reaching 5% in 2007;

■ in the United States, the bursting of the property bubble led to a strong increase in arrears and home repossessions. Economic activity declined. The growth rate of GDP in real terms reached 1.4% as opposed to 2% in 2007. Despite massive liquidity injection, GDP fell by an annual rate of 2.8%, with inflation over 5% and a budget deficit around \$1,000 billion.

■ the European economies entered recession with predicted growth standing at 1.0% in 2008 compared to 2.6% in 2007. The Eurozone should see a 0.3% fall in GDP in 2009;

■ the economies of emerging countries, particularly China and India, resisted the financial crisis, despite some signs indicating a downturn. The growth rate of the two countries in real terms grew to 9.7% and 7.8% respectively in 2008 from 11.9% and 9.3% in 2007;

■ the financial crisis will no doubt have had a lesser impact in 2008 on African countries in the sub-Saharan zone, because the structure of their economies is largely dependent on oil and mining resources for some, and agriculture, for others. The GDP growth rate fell by one percentage point, from 6% in 2007 to 5% in 2008.

Within the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), the latest forecasts predicted growth of 4.2% in 2008 compared to 4.5% one year earlier.

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors

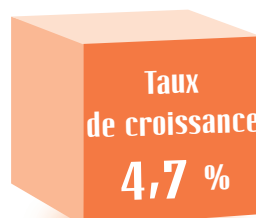
■ les économies européennes sont entrées en récession avec une prévision de croissance de la zone de 1,0 % pour 2008, contre 2,6 % en 2007. La zone euro devrait connaître une contraction du PIB de -0,3 % en 2009 ;

■ l'économie des pays émergents, notamment la Chine et l'Inde, résiste à la crise financière, malgré quelques signes de ralentissement. Le taux de croissance de ces deux pays serait respectivement, en termes réels, de 9,7 % et 7,8 % en 2008 après 11,9 % et 9,3 % en 2007 ;

■ en Afrique au Sud du Sahara, la crise financière aura un impact sans doute limité en 2008 sur les pays de la zone, en raison de la structure de leurs économies très dépendantes de leurs ressources pétrolières et minières pour certains, et de leur agriculture, pour d'autres. La croissance du PIB devrait reculer de 1 point, passant de 6 % en 2007 à 5 % en 2008.

Au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les dernières prévisions tablent sur une croissance de 4,2 % en 2008 contre 4,5 % un an auparavant.

Les subventions au prix des carburants ainsi que les allègements fiscaux dans l'alimentaire ont pesé sur le PIB qui reste soutenu par la relance des activités dans des pays en situation de post conflit comme la Côte d'Ivoire, le Togo et la Guinée Bissau. Le taux d'inflation se situerait à 7,2 %, induit par l'envolée des prix du baril et des produits alimentaires.



Au Mali

Le taux de croissance attendu est de 4,7 % en 2008, soit 0,4 % de plus qu'en 2007. La hausse en volume s'explique essentiellement par les effets attendus de l'initiative riz sur la production de céréales, la production de coton étant, quant à elle, estimée en nette baisse par rapport à la campagne précédente. L'initiative riz est une opération lancée par le Premier Ministre en avril 2008 et qui a pour ambition d'accroître de 50,0 % la production de riz dès la campagne 2008/2009. Quant à la production de coton, l'hypothèse de sa baisse, malgré la fixation du prix au producteur à 200 F CFA le kilogramme pour la campagne 2008/2009 contre 160 F CFA le kilogramme la campagne précédente, est fondée sur la baisse des surfaces cultivées.

Pour ce qui concerne l'inflation, elle a progressé en moyenne annuelle de 9,2 % sur l'année 2008, largement plus que la progression retenue par la norme communautaire qui était de 3,0 %. Cette forte hausse des prix s'explique en grande partie par la persistance des tensions sur les marchés internationaux du pétrole et des produits alimentaires pendant une bonne partie de l'année. Ces tensions ont toutefois été atténuées par les dispositions prises par les Autorités pour un approvisionnement correct des marchés en céréales et une relative maîtrise des prix à la pompe des produits pétroliers.

Au niveau des finances publiques

Selon les estimations du Ministère des Finances, au titre de l'année 2008, les recettes totales sont attendues à 607,3 milliards de F CFA contre 569,9 milliards de F CFA en 2007, soit une hausse de 37,4 milliards de F CFA.



Les recettes fiscales enregistrent une augmentation de 32,6 milliards de F CFA sur la période. La relative faiblesse de la progression des recettes fiscales s'explique en grande partie par les mesures d'exonération des importations de produits alimentaires et la renonciation de l'État à une partie des taxes sur les produits pétroliers.

S'agissant des dépenses totales et des prêts nets, ils s'élevèrent à 839,4 milliards de F CFA, en diminution de 6,2 milliards de F CFA par rapport à 2007. Cette évolution découle essentiellement de la baisse des dépenses en capital, dont le niveau est attendu à 305,9 milliards de F CFA contre 395,6 milliards de F CFA en 2007.

Au total, le déficit global, base engagements et hors dons, est estimé à 6,0 % du PIB contre 8,1 % en 2007. ■

Fuel subsidies and tax relief on food has depressed GDP, which continued to rely on the recovery of business in countries emerging from armed conflict, such as Côte d'Ivoire, Togo and Guinea Bissau. The rate of inflation came to 7.2%, spurred by runaway oil and food prices.

In Mali

The growth rate in 2008 is estimated at 4.7%, i.e. 0.4% more than in 2007. The increase in volume was mainly explained by the expected effects of the rice initiative on cereal production whilst estimates show a sharp fall in cotton production compared to the previous campaign. The rice initiative is an operation launched by the Prime Minister in April 2008 which aims to increase rice production by 50,0% as of the 2008-2009 campaign. The fall in cotton production, despite a fixed per kilogram price of CFAF 200 for the producer in the 2009/2009 campaign compared to the per kilogram price of CFAF 160 in the previous campaign, was based on the decline in the surface areas cultivated.

Inflation grew at an annual average of 9.2% in 2008, well above the Community norm of 3.0%. The sharp increase in prices was largely explained by continuing tension in the international oil and food product markets during a good part of the year. However, this nervousness was tempered by measures taken by the authorities to ensure a reasonable market supply of cereals and the relative curbing of prices of petroleum products at the pump.

Public finances: according to the Ministry of Finance's estimates, total revenues were expected to reach CFAF 607.3 billion in 2008 compared to CFAF 569.9 billion in 2007, i.e. an increase of CFAF 37.4 billion.

Tax revenues increased by CFAF 32.6 billion during the same period. The relatively weak growth of tax revenues was mainly due to exemption measures on imports of food products and the Government's relinquishing part of the taxes on petroleum products.

Total expenditure and net loans amounted to CFAF 839.4 billion, a drop of CFAF 6.2 billion compared to 2007. This was mainly due to the decrease in capital expenditure, which is estimated to have reached CFAF 305.9 billion versus CFAF 395.6 billion in 2007.

The total overall deficit, on the basis of commitments excluding grants, was estimated at 6.0% of GDP compared to 8.1% in 2007. ■

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors



Analyse des comptes de bilan et de résultat de l'exercice 2008

L'activité et les résultats de la BANK OF AFRICA - MALI (BOA-MALI) pour l'année 2008 se caractérisent par les points suivants :

Total bilan
+ 7,5 %

■ un total de bilan au 31 décembre 2008, qui progresse de + 7,5 % pour atteindre 134,9 milliards de F CFA ;

Fonds propres
+ 2,3 milliards F CFA

■ des fonds propres avant distribution en progression de 2,3 milliards de F CFA, progression facilitée par une augmentation du capital de 800 millions de F CFA ;

■ une baisse des ressources de la clientèle de 8 % de date à date, alors que dans le même temps l'ensemble des ressources moyennes de la banque progressait de 4,4 %, passant de 88 841 millions de F CFA sur l'année 2007 à 92 747 millions de F CFA pour l'exercice 2008. Ces évolutions contrastées ont été réalisées alors que l'ensemble des banques maliennes ont vu leurs ressources clientèle chuter de 7,1 % ;

■ une progression des crédits de + 14,6 %, passant de 74,8 milliards de F CFA au 31 décembre 2007 à 85,7 milliards de F CFA à fin 2008 ;

■ une dégradation modérée de la qualité du portefeuille qui passe de 10,1 % à 11,3 %, mais un maintien du taux de provisionnement des Créances Douteuses et Litigieuses (CDL) supérieur à 80 % puisqu'il atteint 84,9 % au 31 décembre 2008 ;



◀ Le GAB de l'Agence Hamdallaye, à Bamako.

The Hamdallaye Branch ATM, in Bamako. © BOA-MALI

- une politique de développement et d'innovation qui s'est traduite par :
 - le lancement de la carte Visa prépayée « TUCANA »,
 - la commercialisation de terminaux de paiement électroniques,
 - la signature d'un accord de partenariat avec la société ORIUM pour la commercialisation de nos produits au travers de bureaux de proximité,
 - l'ouverture de cinq nouvelles agences équipées de Guichets Automatiques de Banque (GAB),
 - une campagne de communication intensive ;

**Produits
d'exploitation
+ 20,2 %**

■ une évolution des produits d'exploitation de + 20,2 %, soit + 2 539 millions de F CFA, alors que l'évolution des charges d'exploitation était contenue à +11,4 %, soit +1 750 millions de F CFA ;

**Rentabilité
+ 44,6 %**

■ une rentabilité avant impôts en évolution de + 44,6 % qui atteint 1 983 millions de F CFA, permettant un résultat net de 1 289 millions de F CFA.

Les dépôts de la clientèle régressent de 8 %, passant de 99 807 millions de F CFA au 31 décembre 2007 à 91 841 millions de F CFA à fin 2008.

Cette évolution négative est conjoncturelle au 31 décembre 2008 car l'évolution annuelle moyenne des ressources affiche quant à elle une progression de + 4,4 % par rapport à 2007, soit + 3,9 milliards de F CFA.

Financial statements and balance sheet analysis for fiscal year 2008

The activity and results of BANK OF AFRICA - MALI (BOA-MALI) for 2008 can be summarised by the following points:

- **total assets** on 31 December 2008 were up by 7.5% and reached CFAF 134.9 billion;
- **shareholder's capital** before distribution is up CFAF 2.3 billion, as a result of a CFAF 800 million increase in capital;
- **customer deposits** were down by 8% year on year while over the same period the Bank's average overall liabilities increased by 4.4%, from CFAF 88,841 million in 2007 to CFAF 92,747 million for 2008. These contrasting trends were recorded over a period when banks in Mali as a whole saw their customer deposits fall by 7.1%;
- **loans** rose by 14.6%, from CFAF 74.8 billion on 31 December 2007 to CFAF 85.7 billion at end 2008;
- a slight deterioration in the quality of the portfolio from 10.1% to 11.3%, but the provision rate for doubtful and litigious debts stayed at over 80%, reaching 84.9% on 31 December 2008;
- a development and innovation policy which led to:
 - the launch of the prepaid VISA card "TUCANA",
 - the commercialisation of electronic payment terminals,
 - the signing of a partnership with ORIUM, for the commercialisation of our products in local branches,
 - the creation of five new branches equipped with automatic teller machines (ATMs),
 - an intensive communication campaign.
- **operating income** increased by 20.2% to CFAF 2,539 million, while the growth of operating expenses was contained at 11.4%, i.e. CFAF 1,750 million;
- **pre-tax profit** up by 44.6% to CFAF 1,983 million, leading to net income of CFAF 1,289 million.

Customer deposits fell by 8%, from CFAF 99,807 million at 31 December 2007 to CFAF 91,841 million at the end of 2008.

This decline was due to the particular economic conditions at 31 December 2008, as the annual average variation in deposits was up 4.4% compared to 2007, representing an increase of CFAF 3.9 billion.

The number of active accounts rose by 6,664 in 2008. Current and savings accounts represent 81.0% of total deposits.

The direct customer credit portfolio grew by 14.6% from CFAF 74.8 billion on 31 December 2007 to CFAF 85.7 billion at end 2008. The recorded rise is lower than inflation and remains in line with the sluggish national economy. The increase of CFAF 5.2 billion includes nearly CFAF 3 billion representing loans allocated to large-scale syndicated operations in the BANK OF AFRICA Group (BOA Group).

In 2008 interbank loans fell by 17.5 %, or CFAF 5,413 million. This decline mainly corresponds to the fall in liquidity as a result of customer deposits stagnating at the end of the year.

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors



Le Chef de l'Agence régionale de Kayes.
Manager of the Kayes Regional Branch. © Ets Konaté



Le guichet de l'Agence régionale de Nioro du Sahel.
Counter at the Nioro du Sahel Regional Branch. © BOA-MALI

Le stock de comptes vifs a crû de 6 664 comptes en 2008. Les comptes à vue et sur livret représentent 81,0 % du total des ressources.

Les engagements directs de la clientèle ont, quant à eux, progressé de 14,6 %, passant de 74,8 milliards de F CFA au 31 décembre 2007 à 85,7 milliards de F CFA à la fin de l'exercice 2008. La hausse observée est inférieure à l'inflation et demeure en phase avec l'atonie de l'économie nationale. La progression de 5,2 milliards de F CFA intègre près de 3 milliards de F CFA de crédits consentis dans le cadre d'opérations d'envergure syndiquées par le Groupe BANK OF AFRICA (Groupe BOA).

Les créances interbancaires baissent en 2008 de 17,5 %, soit - 5 413 millions de F CFA. Cette évolution correspond, pour l'essentiel, à la contraction de la trésorerie liée à la stagnation des ressources de la clientèle en fin d'année.

Les engagements comptabilisés en hors bilan ont reculé de 4,2 % pour se situer à 14 619 millions de F CFA fin 2008 contre 15 262 millions de F CFA à la fin de l'exercice 2007. Cette baisse résulte de la diminution des opérations documentaires liées aux financements des intrants du secteur cotonnier.

Le recouvrement total sur l'encours de créances douteuses s'est élevé à 2 674 millions de F CFA au cours de l'exercice 2008, dont 801 millions de F CFA en espèces et 1 873 millions de F CFA en nature, par datations ou adjudications de biens immobiliers.

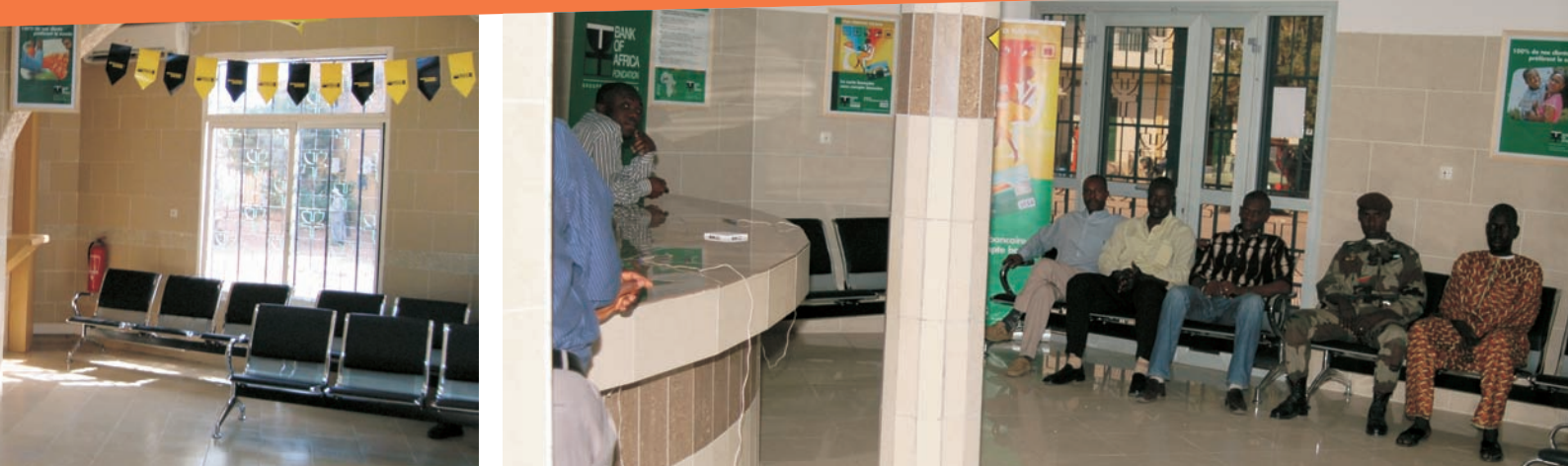
Ce résultat est particulièrement bienvenu et a concouru à la réalisation de reprises de provisions sur créances contentieuses pour un total de 1 617 millions de F CFA.

Les créances brutes en souffrance s'élèvent au 31 décembre 2008 à 10,0 milliards de F CFA contre 8,2 milliards de F CFA en fin d'exercice précédent.

La couverture par les provisions des crédits douteux et litigieux hors intérêts réservés est maintenue à un niveau supérieur à 80 % avec un taux de 84,9 %. L'effort de provisionnement -dotations aux provisions aux Créances Douteuses et Litigieuses sur résultat brut d'exploitation- est maintenu à un niveau de 30,8 %, supérieur à la norme du Groupe BOA, fixée à 20 %.



Les produits se sont élevés à 15 260 millions de F CFA au 31 décembre 2008. Ce montant dépasse de 17,5 % celui de 2007, qui était de 12 989 millions de F CFA.



La caisse de l'Agence régionale de Ségo.
Cash desk at the Segou Regional Branch. © BOA-MALI

En ce qui concerne les intérêts perçus sur opérations de trésorerie et interbancaires, ceux-ci ont globalement augmenté de 18,2 % sur la période, passant de 1 022 millions de F CFA au 31 décembre 2007 à 1 208 millions de F CFA fin 2008.

Les produits d'intérêts et assimilés provenant des créances sur la clientèle, dont le montant s'élevait à 6 884 millions de F CFA au 31 décembre 2007, ont atteint un total de 8 542 millions de F CFA au 31/12/2008, soit une progression de 24,1 %. Cette évolution correspond à 106,3 % du budget.

En ce qui concerne le total des produits de commissions, il progresse de 9,2 %, passant de 3 451 millions de F CFA fin 2007 à 3 770 millions de F CFA au 31 décembre 2008.

Le total des charges de l'exercice s'élève à 13 277 millions de F CFA fin 2008 contre 11 619 millions de F CFA à l'issue de l'exercice précédent, soit une évolution globale de 14,2 %.

L'ensemble des charges bancaires progresse de 38,3 % pour atteindre 3 303 millions de F CFA à la clôture de l'exercice sous revue. Néanmoins, les différentes composantes de ces charges ont contribué d'une manière inégale à ce résultat.

■ Les intérêts créditeurs servis à la clientèle sur les comptes ont progressé de 13,9 % pour atteindre 1 382 millions de F CFA au 31 décembre 2008.

Off-balance sheet commitments were down 4.2% to CFAF 14,619 million at end 2008 compared to CFAF 15,262 million at the end of the previous fiscal year. This decline is due to a decrease in documentary operations linked to financing agricultural inputs for the cotton sector.

Total coverage of doubtful debts outstanding reached CFAF 2,674 million in fiscal year 2008, including CFAF 801 million in cash and CFAF 1,873 million in kind, via transfer or auction of property assets.

This result is particularly welcome, enabling the write-back of provisions for litigious debts for a total CFAF 1,617 million.

Overdue gross loans came in at CFAF 10.0 billion on 31 December 2008 compared to CFAF 8.2 billion at the end of the previous year.

Provisions for doubtful and litigious debts, excluding interest arrears, remained over 80%, with a rate of 84.9%. The provisioning effort – allocations to provisions for doubtful and litigious debts over gross operating income – remained at 30.8%, higher than the BOA Group's norm of 20%.

Income stood at CFAF 15,260 million on 31 December 2008. This sum was 17.5% higher than that in 2007, which came to CFAF 12,989 million.

Interest payments received for cash and interbank operations increased by 18.2% in total, from CFAF 1,022 million on 31 December 2007 to CFAF 1,208 million at end 2008.

Interest and related income deriving from customer loans reached CFAF 8,542 million on 31 December 2008 compared to CFAF 6,884 million on 31 December 2007, representing an increase of 24.1%. This growth amounts to 106.3% of the budget.

Total income from commissions was up by 9.2%, from CFAF 3,451 million at end 2007 to CFAF 3,770 million at the closing of the accounts on 31 December 2008.

Total expenses for the fiscal year came to CFAF 13,277 million at end 2008 compared to CFAF 11,619 million at the end of the previous year, representing an overall rise of 14.2%.

Total banking expenses grew by 38.3%, reaching CFAF 3,303 million at the end of the last fiscal. The impact of the different items was very uneven, however.

■ Interest expenses on customer accounts were up by 13.9% and reached CFAF 1,382 million on 31 December 2008.

■ Expenses on cash operations grew 79.5% compared to 2007, and posted CFAF 1,273 million on 31 December 2008, exceeding the budget forecast for 2008 by CFAF 374 million.

Direct operating costs rose by 14.0% year-on-year but were under the sum of CFAF 180 million budgeted. They reached CFAF 6,098 million at end 2008 compared to the budgeted CFAF 6,278 million at the same date.

Rapport du Conseil d'Administration

Report by the Board of Directors



L'Agence Sébénikoro, à Bamako.
The Sebenikoro Branch, in Bamako. © BOA-MALI.



La caisse de l'Agence Sébénikoro, à Bamako.
Cash desk at the Sebenikoro Branch, in Bamako. © BOA-MALI

■ Les charges sur opérations de trésorerie ont connu une hausse de 79,5 % par rapport à l'exercice 2007, et s'affichent à 1 273 millions de F CFA au 31 décembre 2008, en dépassement de 374 millions de F CFA du budget prévu pour l'année 2008.

Les frais généraux directs d'exploitation ont augmenté de 14,0 % en 1 an mais sont demeurés inférieurs de 180 millions de F CFA aux prévisions. Ils s'élèvent à 6 098 millions de F CFA fin 2008 pour un budget de 6 278 millions de F CFA à cette même date.

■ Les charges salariales ont augmenté de 6,2 % et atteignent 2 658 millions de F CFA au 31 décembre 2008 contre 2 503 millions de F CFA un an auparavant. Ces progressions demeurent inférieures de 235 millions de F CFA au budget.

■ Les autres charges directes d'exploitation sont en phase avec le budget et atteignent 3 441 millions de F CFA au 31 décembre 2008 contre 3 017 millions de F CFA fin 2007, malgré d'importants efforts publicitaires engagés en 2008.

■ La **marge bancaire** nette, portée à 7 966 millions de F CFA à la fin de l'exercice sous revue contre 6 700 millions de F CFA en décembre 2007, fait ressortir une progression de 19,1 %. Le coût des ressources s'affiche à 1,49 %, soit 12 points de base de plus qu'en décembre 2007.

PNB
+ 13 %

Le **Produit Net Bancaire (PNB)** s'est renforcé de 13,0 %, grâce à la forte hausse de la marge bancaire nette et de 28,4 % de produits divers, passant ainsi de 10 175 millions de F CFA en décembre

2007 à 11 505 millions de F CFA en décembre 2008. Les commissions sont en retard de 11,6 % sur le budget. Il s'agit essentiellement des commissions liées à des financements ou à des importations dont le nombre a fortement chuté en 2008, en raison de l'environnement économique.

RBE
+ 15,8 %

Le **résultat brut d'exploitation** au 31 décembre 2008 est supérieur de 15,8 % au niveau enregistré à la même période de l'année précédente, soit 4 465 millions de F CFA contre 3 846 millions de F CFA.

Résultat
brut
+ 44,6 %

Le **résultat brut de l'exercice avant impôts** s'établit à 1 983 millions de F CFA. Si nous le corrigeons d'une dotation volontariste au Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) de 500 millions de F CFA, il s'élève à 2 483 millions de F CFA et aura donc progressé de 44,6 % en un an.

Le **résultat net**, après impôts sur les sociétés pour un montant de 694 millions de F CFA, s'élève à 1 289 millions de F CFA.



*Le Chef de l'Agence Hamdallaye, à Bamako.
Manager of the Hamdallaye Branch, in Bamako. © BOA-MALI*

Au vu de ce bénéfice net de 1 288 927 205 F CFA, le Conseil d'Administration propose :

- de doter la Réserve Légale à hauteur de 193 339 081 F CFA, soit 15 % du bénéfice net de l'exercice ;
- de distribuer un dividende brut de 613 800 000 de F CFA soit 18 % du capital social de 3 410 millions de F CFA ;
- d'affecter en report à nouveau le solde disponible, soit 31 788 124 F CFA ;
- de doter les Réserves Libres à hauteur de 450 000 000 F CFA.

En 2009, dans un contexte économique fait d'incertitudes liées aux conséquences de la crise financière internationale, notre Banque poursuivra ses efforts d'innovation et de développement de son réseau d'agences, tout en renforçant la croissance des dépôts et ses actions de financement des Petites et Moyennes Entreprises.

Ces objectifs, en cette période difficile, nécessiteront encore une forte mobilisation de l'ensemble du personnel de la Banque, que nous remercions et félicitons ici pour son engagement durant l'exercice écoulé.

Enfin, le Conseil d'Administration de la BANK OF AFRICA - MALI remercie bien entendu les fidèles actionnaires de la Banque pour leur soutien actif et leur confiance sans cesse renouvelée. ■

■ Personnel costs grew by 6.2%, rising to CFAF 2,658 million on 31 December 2008 from CFAF 2,503 million a year earlier. These increases remained below the budget of CFAF 235 million.

■ Other operating expenses were in line with the budget, totalling CFAF 3,441 million on 31 December 2008 compared to CFAF 3,017 million at end 2007, despite a major advertising effort engaged in 2008.

The net banking margin grew by 19.1% in the year to 31 December 2008, coming to CFAF 7,966 million, compared to CFAF 6,700 million in December 2007. The cost of funds came to 1.49%, up 12 basis points from December 2007.

Net banking income grew by 13.0%, driven by the strong rise in net banking margin and in other income (28.4%), and amounted to CFAF 11,505 million in December 2008, compared to CFAF 10,175 million in December 2007.

Commissions were 11.6% below budget, and largely consisted of commissions for financing or imports, which saw a dramatic decline in 2008 under pressure from the economic downturn.

At 31 December 2008, gross operating income was 15.8% higher than at year-end 2007, amounting to CFAF 4,465 million compared to CFAF 3,846 million last year.

Pre-tax gross income for the year amounted to CFAF 1,983 million. After allocation to the Fund for General Banking Risks of CFAF 500 million, it comes to CFAF 2,483 million, i.e. a rise of 44.6% in one year.

Net income, after corporate income tax of CFAF 694 million, amounted to CFAF 1,289 million.

In view of this net profit of CFAF 1,288,927,205, the Board of Directors proposes:

- to place CFAF 193,339,081, or 15% of the net income for the financial year, into the Legal Reserve;
- to pay a gross dividend of CFAF 613,800,000, or 18% of the share capital of CFAF 3,410 million;
- to place the available remainder, or CFAF 31,788,124, into the balance carried forward;
- to allocate CFAF 450,000,000 to free reserves.

In 2009, despite uncertainty surrounding the impact of the international crisis on our economy, our Bank will continue to innovate and expand its branch network, while boosting the growth of deposits and financing for SMEs.

Achieving our goals at such a difficult time will require considerable dedication from all of the Bank's staff, whom we would like to thank and congratulate for their commitment during the past year.

Finally, the Board of Directors of BANK OF AFRICA - MALI would of course like to thank the Bank's loyal shareholders for their active support and their continued confidence. ■

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Conformément aux dispositions légales et en exécution de la mission de Commissariat aux Comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale des actionnaires du 14 juin 2007, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport général relatif au contrôle des comptes annuels tels qu'ils sont joints au présent rapport et aux autres vérifications spécifiques et aux informations prévues par la loi au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2008.

Les comptes ont été arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration conformément aux statuts et il nous appartient de les contrôler.

I. Méthodologie

1.1. ÉVALUATION DES PRINCIPES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Nous présentons ci-après quelques-uns des principes comptables significatifs suivis par la Banque pour assister le lecteur dans l'évaluation des états financiers et autres informations contenues dans le présent rapport.

La continuité d'exploitation, les états financiers au 31 décembre 2008 reflètent la situation patrimoniale de BANK OF AFRICA - MALI (BOA-MALI) SA et les opérations relatives à ses activités du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 suivant le principe de continuité de l'exploitation.

Le principe de permanence des méthodes, les méthodes d'évaluation des éléments d'Actif et de Passif n'ont pas été modifiées au cours de l'exercice. Nos contrôles n'ont révélé aucun changement dans l'application de ce principe.

Principe de spécialisation des exercices, les produits et les charges ont été comptabilisés au fur et à mesure de leur acquisition ou de leur engagement et enregistrés dans les états financiers de la période concernée. Des comptes de régularisation ont été utilisés afin de rattacher à l'exercice les charges et les produits qui les concernent effectivement, et ceux-là seulement.

Principe de prudence, les états financiers sont établis dans le respect de la règle de prudence, des obligations de régularité, de sincérité et de transparence inhérentes à la tenue, au contrôle, à la présentation et à la communication des informations qu'ils reprennent.

Principe de coût historique, par application de la convention du coût historique, les actifs de la Banque figurent au bilan à leurs valeurs historiques.

1.2. CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS EFFECTUÉS

Afin de formuler une opinion motivée sur la régularité, la sincérité (et l'image fidèle) des informations financières qui nous ont été communiquées, nous avons adopté la démarche suivante :

- phase préliminaire : prise de connaissance de la structure et analyse documentaire ;



- appréciation du contrôle interne et analyse préalable des données exceptionnelles ;
- contrôle des comptes, des situations comptables et financières de l'exercice audité.

1.2.1. Analyse documentaire

Cette phase permet de comprendre le contexte général, d'évaluer les risques dus à l'ensemble des activités, aux caractéristiques générales et spécifiques de la Banque et d'identifier les transactions significatives.

Elle a donc pour principale fonction de :

- prendre connaissance de la structure juridique de la société ;
- décrire et analyser l'organisation : organigramme, répartition des tâches ;
- identifier et cerner l'importance des flux concernés et leur méthode de traitement ;
- prendre connaissance des procédures bancaires, administratives et comptables ;
- analyser les règles et les méthodes comptables utilisées ;
- intégrer les derniers événements ayant une incidence possible sur la mission de commissariat aux comptes.

1.2.2. Appréciation du contrôle interne et analyse préalable des données exceptionnelles

L'appréciation du contrôle interne permet de comprendre les systèmes de production de l'information financière et d'identifier les risques liés à leur conception et leur fonctionnement. Les objectifs du contrôle interne sont notamment d'assurer la sécurité des opérations, des valeurs et des personnes, de promouvoir l'efficacité et la qualité des services, d'assurer la fiabilité et l'exhaustivité des informations et d'assurer le respect des objectifs de la direction.

Dans ce cadre, nous avons vérifié notamment que les procédures mises en place sont adéquates pour assurer :

- le respect des règles prudentielles ;
- l'exhaustivité de l'enregistrement des opérations ;
- le correct enregistrement des opérations.

Les risques bancaires sont de divers ordres :

- le risque de crédit et de contrepartie : c'est le risque de défaillance totale ou partielle de la contre partie avec laquelle les engagements de bilan ou hors bilan ont été effectués par la Banque ;
- le risque d'illiquidité ou risque de transformation (ne pas trouver à l'échéance les fonds pour faire face à ses engagements), ce risque est contrôlé à travers le ratio de liquidité et celui de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables ;
- le risque sur les taux d'intérêts, lié à une augmentation possible des taux d'intérêts créditeurs sur le taux d'intérêts débiteurs, il est jugulé en s'assurant que les emplois à taux fixes sont adossés à des ressources à taux fixes et les emplois à taux variables à des ressources à taux variables ;
- le risque de change, il est suivi par une comptabilisation devises ; il est couvert en constituant des provisions, par des ventes et achats à terme ou par la réalisation d'options d'achats ou de ventes ;
- le risque de patrimoine, lié aux agressions externes sous forme de hold-up et de fraudes sur les moyens de paiement (SWIFT, TELEX, Cartes) ;
- le risque administratif et comptable, lié à des erreurs, négligences et fraudes ;
- le risque informatique, lié au fonctionnement du système informatique (hard ou soft) ou au risque de fraudes sur le système informatique.

La maîtrise des risques bancaires est correctement assurée par le contrôle interne et le gestionnaire de risques.

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

1.2.3. Contrôle des situations bancaires et financières, et des comptes de l'exercice audité

En fonction de la connaissance des forces et des faiblesses du contrôle interne et de l'origine des informations significatives, il a été procédé à un programme adapté de contrôle des comptes ayant pour objectif de nous permettre de nous assurer définitivement de la validité des comptes sur lesquels le rapport est émis.

Les informations nécessaires ont été collectées suivant les procédures suivantes :

- demandes de confirmation directe : cette procédure a été appliquée pour les comptes de tiers tels que les clients ou les banques afin de vérifier la concordance des comptes et de détecter toute erreur ou omission d'enregistrement ;
- contrôles des comptes et documents de synthèse : cette phase de travaux a compris un examen approfondi des Documents des Établissements de Crédit (DEC), des comptes de trésorerie et de clientèle et des comptes généraux. Le contrôle a porté également sur les documents de synthèse destinés à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest et à la Commission Bancaire de l'UMOA (différents DEC) ainsi qu'à l'Administration Fiscale et autres services sociaux ;
- Pour les comptes de trésorerie, un contrôle exhaustif des relevés bancaires, et un inventaire physique des espèces ont été effectués ;
- Pour les comptes de clientèle, un contrôle par sondage des principaux comptes débiteurs, des accords de crédit et des comptes en souffrance a été réalisé. La procédure des engagements a été vérifiée par sondage ;
- Pour les comptes de bilan, nous avons vérifié qu'il n'y avait pas eu compensation entre des postes d'actif et de passif ;
- Une vérification par sondage des opérations financières avec les pièces justificatives, écrites ou autres (contrats, factures, pièces comptables, etc.) a été opérée, afin de nous assurer de la réalité et de l'exactitude des opérations, de leur enregistrement complet et régulier dans les livres comptables et de leur restitution sur les états financiers. Les déclarations fiscales et sociales ont été vérifiées par grandes masses.

II. ANALYSE DES RATIOS PRUDENTIELS

Ratios	Norme	BOA-MALI	Respect
REPRÉSENTATION DU CAPITAL SOCIAL MINIMUM	1 000	4 100	OUI
FONDS PROPRES EFFECTIFS SUR RISQUES	Min 8 %	11,85 %	OUI
DIVISION DES RISQUES			
• ENGAGEMENTS SUR UNE MÊME SIGNATURE	Max 75 % FPE	74,00 %	OUI
• TOTAL DES ENGAGEMENTS SUPÉRIEURS OU ÉGAUX A 25 % DES FPE	Max 8 % FPE	2,01 % FPE	OUI
LIMITATIONS DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES AUTRES QUE LES BANQUES, LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET LES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES AU REGARD :			
• DU CAPITAL DES SOCIÉTÉS ÉMETTRICES	Max 25 % du capital de la Société émettrice	24 % OLYMPE SA	OUI
• DES FONDS PROPRES DE BASE	Max 15 % FPB	3,1 % FPB AGORA CI	OUI
LIMITATIONS DES IMMOBILISATIONS ET PARTICIPATIONS	Max 100 % FPE	76,72 %	OUI
LIMITATIONS DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION ET DES PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES	Max 15 % FPB	23,15 %	NON
ENGAGEMENTS DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES, DES DIRIGEANTS ET DU PERSONNEL	Max 20 % FPE	13,88 %	OUI
COEFFICIENT DE LIQUIDITÉ	Min 75 %	75,30 %	OUI
COUVERTURE DES EMPLOIS À MOYEN ET LONG TERME	Min 75 %	77,07 %	OUI
STRUCTURE DU PORTEFEUILLE	Min 60 %	2,19 %	NON



III. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

3.1. OPINION

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Nous estimons que nos investigations fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après :

Sur la base des contrôles effectués, nous certifions que les comptes annuels tels que présentés en annexe et qui font apparaître :

UN TOTAL DE BILAN DE	M F CFA	134 874
ET UN BÉNÉFICE DE	M F CFA	1 289

sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

3.2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la circulaire n° 11-2001/CB du 09 janvier 2001 portant sur l'exercice du commissariat aux comptes au sein des banques et établissements financiers.

Les engagements directs et indirects des personnes participants à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle ou au fonctionnement et aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social ont fait l'objet d'une analyse spécifique visant à nous assurer du respect des prescriptions de l'article 35 de la loi portant réglementation bancaire.

Par ailleurs, nous n'avons pas constaté de violation des dispositions légales et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Les Commissaires aux Comptes

Pour SARECI - SARL
Le Gérant
Bourahima SIBY
Expert comptable diplômé
Commissaire aux Comptes

Pour EGCC International
Le Gérant
Serge LEPOULTIER
Expert comptable
Commissaire aux Comptes

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes

Conformément aux dispositions des articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA portant sur le Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique, toute convention entre une société anonyme et l'un de ses Administrateurs, Directeurs Généraux, ou Directeurs Généraux adjoints doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles un Administrateur ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec la société par personne interposée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre une société et une entreprise ou une personne morale, si l'un de ses Administrateurs ou un Directeur Général ou un Directeur Général adjoint de la société est propriétaire de l'entreprise ou associé indéfiniment responsable, gérant, Administrateur, Administrateur Général, Administrateur Général adjoint, Directeur Général ou Directeur Général adjoint de la personne morale contractante.

Le Président du Conseil d'Administration ou le Président Directeur Général avise le Commissaire aux Comptes dans un délai d'un mois à compter de leur conclusion de toute convention autorisée par le Conseil d'Administration et la soumet à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les conventions suivantes sont toujours de vigueur :

1. CONTRAT D'ASSISTANCE TECHNIQUE AVEC AFH-SERVICES

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Actionnaire : BOA GROUP.

Nature et objet : mise à disposition de personnels détachés permanents : Directeur Général et Conseillers.

2. CONTRAT D'ASSISTANCE TECHNIQUE AVEC AGORA MALI SA

Administrateur intéressé : M. Paul DERREUMAUX.

Actionnaire : BOA GROUP.

Nature et objet : assistance dans tous les domaines de Gestion de la banque.

- La convention réglementée avec AFH a été autorisée par le Conseil d'Administration et approuvée par l'Assemblée Générale.
- Une consultation à domicile a été faite pour renouveler la convention d'assistance technique avec AGORA MALI qui arrivait à terme en mars 2008. Elle doit être également soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Les Commissaires aux Comptes
Bamako, le 15 avril 2009

Pour SARECI - SARL
Le Gérant
Bourahima SIBY
Expert comptable diplômé
Commissaire aux Comptes

Pour EGCC International
Le Gérant
Serge LEPOULTIER
Expert comptable
Commissaire aux Comptes

Bilan / Compte de résultat / Résolutions

Balance sheet / Income Statement / Resolutions



**Plus le Groupe est proche des parents maintenant,
meilleur sera l'avenir des enfants
et plus forte sera leur Afrique, demain.**

*The closer the Group is to parents today,
the better their children's future
and the stronger their Africa will be, tomorrow.*



Bilan *Comparé des deux derniers exercices (en F CFA)*

Actif / Assets	Exercice / Fiscal year 2007	Exercice / Fiscal year 2008
CAISSE / CASH	4 100 041 433	4 239 562 645
CRÉANCES INTERBANCAIRES / INTERBANK PLACEMENTS	30 914 883 962	25 502 140 270
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	16 841 675 280	13 064 494 063
• BANQUE CENTRALE / CENTRAL BANKS	7 467 177 291	6 754 569 526
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	9 374 497 989	6 309 924 537
• À TERME / TERM DEPOSITS	14 073 208 682	12 437 646 207
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' LOANS	74 796 700 829	85 741 554 545
• PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX / PORTFOLIO OF DISCOUNTED BILLS	3 628 825 699	4 403 766 957
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT		
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	3 628 825 699	4 403 766 957
• AUTRES CONCOURS À LA CLIENTÈLE / OTHER CUSTOMER CREDIT FACILITIES	56 341 680 958	69 683 429 021
• CRÉDITS DE CAMPAGNE / SEASONAL CREDIT	57 807 181	
• CRÉDITS ORDINAIRES / ORDINARY CREDIT	56 283 873 777	69 683 429 021
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS / ORDINARY DEBTOR ACCOUNTS	14 826 194 172	11 654 358 567
• AFFACTURAGE / FACTORING		
TITRES DE PLACEMENT / CURRENT SECURITIES	3 355 634 500	4 593 636 825
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES / INVESTMENTS IN ASSOCIATES	609 297 742	826 295 617
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES / LEASING & RELATED OPERATIONS		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES MISES EN EQUIVALENCE / FINANCIAL INVESTMENTS AT EQUITY VALUE		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES / INTANGIBLE ASSETS	238 264 817	514 032 982
IMMOBILISATIONS CORPORELLES / FIXED ASSETS	7 212 569 213	9 160 660 273
ACTIONNAIRES ET ASSOCIÉS / SHAREHOLDERS & ASSOCIATES		173 160 000
AUTRES ACTIFS / OTHER ASSETS	3 154 334 001	3 090 455 799
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	1 140 129 368	1 033 131 626
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
TOTAL DE L'ACTIF / TOTAL ASSETS	125 521 855 865	134 874 630 582
Hors Bilan / Off-Balance-Sheet		
	Exercice / Fiscal year 2007	Exercice / Fiscal year 2008
ENGAGEMENTS DONNÉS / COMMITMENTS GIVEN	15 262 258 548	14 619 072 807
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	3 062 797 155	2 442 734 201
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / TO CREDIT INSTITUTIONS		1 390 025 898
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE / TO CUSTOMERS	3 062 797 155	1 052 708 303
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES GIVEN	12 199 461 393	12 176 338 606
• D'ORDRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / ON BEHALF OF CREDIT INSTITUTIONS		
• D'ORDRE DE LA CLIENTÈLE / ON BEHALF OF CUSTOMERS	12 199 461 393	12 176 338 606
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		



Passif / Liabilities	Exercice / Fiscal year 2007	Exercice / Fiscal year 2008
DETTES INTERBANCAIRES / INTERBANK LIABILITIES	12 446 260 958	23 697 241 913
• À VUE / DEMAND DEPOSITS	5 872 474 483	5 397 241 913
• TRÉSOR PUBLIC, CCP / TREASURY, POST OFFICE BANK		
• AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / OTHER CREDIT INSTITUTIONS	5 872 474 483	5 397 241 913
• À TERME / TERM DEPOSITS	6 573 786 475	18 300 000 000
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / CUSTOMERS' DEPOSITS	99 807 081 139	91 841 455 838
• COMPTES D'ÉPARGNE À VUE / SAVINGS DEPOSIT ACCOUNTS	23 898 973 655	24 603 862 510
• COMPTES D'ÉPARGNE À TERME / TIME DEPOSIT ACCOUNTS		
• BONS DE CAISSE / SHORT-TERM BORROWINGS		
• AUTRES DETTES À VUE / OTHER DEMAND DEPOSITS	59 309 185 570	53 484 271 075
• AUTRES DETTES À TERME / OTHER TIME DEPOSIT ACCOUNTS	16 598 921 914	13 753 322 253
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / DEBTS EVIDENCED BY SECURITIES	1 864 360 000	1 398 270 000
AUTRES PASSIFS / OTHER LIABILITIES	2 126 175 972	7 073 151 615
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS / SUNDRY ACCOUNTS	1 129 078 814	688 121 864
ÉCARTS D'ACQUISITION / CONSOLIDATED GOODWILL		
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES / RESERVES FOR CONTINGENCIES & LOSSES	157 886 111	367 949 276
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES / STATUTORY PROVISIONS		
FONDS AFFECTÉS / EARMARKED FUNDS		
EMPRUNTS & TITRES SUBORDONNÉS / SUBORDINATED LOANS & SECURITIES	1 500 000 000	900 385 600
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT / INVESTMENT SUBSIDIES		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX / RESERVES FOR GENERAL BANKING RISKS	580 000 000	1 080 000 000
CAPITAL / CAPITAL	3 300 000 000	4 100 000 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL / SHARE PREMIUMS		433 114 400
RÉSERVES / RESERVES	1 436 040 577	1 759 630 275
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION / REVALUATION DIFFERENCES		
REPORT À NOUVEAU (+/-) / RETAINED EARNINGS (+/-)	284 374 310	246 382 596
RÉSULTAT DE L'EXERCICE / NET INCOME	890 597 984	1 288 927 205
TOTAL DU PASSIF / TOTAL LIABILITIES	125 521 855 865	134 874 630 582
Hors Bilan / Off-Balance-Sheet		
ENGAGEMENTS REÇUS / COMMITMENTS RECEIVED	75 548 954 829	78 215 100 023
• ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT / CREDIT COMMITMENTS	12 009 634 273	12 009 634 273
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS	12 009 634 273	12 009 634 273
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS		
• ENGAGEMENTS DE GARANTIE / GUARANTEES RECEIVED	63 539 320 556	66 205 465 750
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT / RECEIVED FROM CREDIT INSTITUTIONS		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE / RECEIVED FROM CUSTOMERS	63 539 320 556	66 205 465 750
• ENGAGEMENTS SUR TITRES / COMMITMENTS ON SECURITY		

Résultat *Comparé des deux derniers exercices (en F CFA)*

Charges / Expenses

	Exercice / Fiscal year 2007	Exercice / Fiscal year 2008
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / INTEREST & RELATED EXPENSES	1 922 822 129	2 484 207 138
• SUR DETTES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK DEBTS	481 123 731	888 572 241
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' DEBTS	1 213 607 540	1 381 623 876
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE / ON SECURITIES	175 492 469	107 817 227
• AUTRES INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES / OTHER INTEREST AND RELATED EXPENSES	52 598 389	106 193 794
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES / EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION		170 231 962
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / EXPENSES ON FINANCIAL OPERATIONS	359 975 421	766 423 686
• CHARGES SUR TITRES DE PLACEMENT / INVESTMENT EXPENSES		
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / FOREIGN EXCHANGE EXPENSES	228 708 466	695 100 638
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTION EXPENSES	131 266 955	71 323 048
• CHARGES SUR OPÉRATIONS DE SERVICES FINANCIERS / EXPENSES ON FINANCIAL SERVICE OPERATIONS		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER BANK OPERATING EXPENSES	107 838 808	178 712 417
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING EXPENSES	5 520 507 656	6 097 944 722
• FRAIS DE PERSONNEL / PERSONNEL COSTS	2 502 544 054	2 657 192 297
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX / OTHER GENERAL EXPENSES	3 017 963 602	3 440 752 425
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	808 633 225	951 139 473
<i>/ DEPRECIATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS</i>		
SOLDE EN Perte DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	1 515 917 362	1 377 346 116
<i>/ DEFICIT ON CORRECTIONS TO SECURITIES, LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET</i>		
EXCÉDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	580 000 000	500 000 000
<i>/ EXCESS OF PROVISIONS OVER FUNDS RECOVERED FOR GENERAL BANKING RISKS</i>		
CHARGES EXCEPTIONNELLES / EXCEPTIONAL EXPENSES	254 775 976	306 127 372
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / LOSSES FROM PREVIOUS YEARS	548 378 139	444 447 224
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES / CORPORATE INCOME TAX	479 552 761	694 037 725
RÉSULTAT / RESULT	890 597 984	1 288 927 205
TOTAL DES CHARGES / TOTAL EXPENSES	12 988 999 461	15 259 545 040



Produits / Income	Exercice / Fiscal year 2007	Exercice / Fiscal year 2008
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / INTEREST AND RELATED INCOME	8 427 276 918	10 450 512 521
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES / ON INTERBANK LOANS	1 021 720 114	1 207 950 903
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE / ON CUSTOMERS' LOANS	6 884 019 248	8 542 258 344
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS / ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT / ON SECURITIES		
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS / OTHER INTEREST & RELATED INCOME	521 537 556	700 303 274
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES / INCOME FROM LEASING & RELATED OPERATIONS		
COMMISSIONS / COMMISSION	1 138 839 413	1 040 314 156
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES / INCOME FROM FINANCIAL TRANSACTIONS	2 312 605 010	2 729 759 860
• PRODUITS SUR TITRES DE PLACEMENT / INCOME FROM CURRENT SECURITIES	195 075 054	184 638 886
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS / DIVIDENDS AND RELATED INCOME	77 670 000	88 790 000
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CHANGE / INCOME FROM FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	1 214 183 688	1 696 511 731
• PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE HORS BILAN / INCOME FROM OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	825 676 268	759 819 243
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE / OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	549 672 354	632 572 998
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION / GENERAL OPERATING INCOME	136 878 707	251 021 718
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	428 583	9 528 004
<i>/ RECOVERY OF DEPRECIATION & PROVISIONS ON FIXED ASSETS</i>		
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN		
<i>/ SURPLUS ON CORRECTIONS TO VALUE OF LOANS AND OFF-BALANCE-SHEET ITEMS</i>		
EXCÉDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		
<i>/ SURPLUS RECOVERED ON PROVISION OF FUNDS FOR GENERAL BANKING RISKS</i>		
PRODUITS EXCEPTIONNELS / EXCEPTIONAL INCOME	306 126 415	6 777 792
PRODUITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS / RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	117 172 061	139 057 991
PERTES / LOSS		
TOTAL DES PRODUITS / TOTAL INCOME	12 988 999 461	15 259 545 040

Résultat *Comparé des deux derniers exercices (en F CFA)*

Produits & Charges	Exercice 2007	Exercice 2008
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	8 427 276 918	10 450 512 521
• SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	1 021 720 114	1 207 950 903
• SUR CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	6 884 019 248	8 542 258 344
• SUR PRÊTS ET TITRES SUBORDONNÉS		
• SUR TITRES D'INVESTISSEMENT		
• AUTRES INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	521 537 556	700 303 274
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	-1 922 822 129	-2 484 207 138
• SUR DETTES INTERBANCAIRES	-481 123 731	-888 572 241
• SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	-1 213 607 540	-1 381 623 876
• SUR DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	-175 492 469	-107 817 227
• SUR EMPRUNTS ET TITRES ÉMIS SUBORDONNÉS	-52 598 389	-106 193 794
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES		
MARGE D'INTÉRÊT	6 504 454 789	7 966 305 383
PRODUITS DE COMMISSIONS	1 138 839 413	1 040 314 156
CHARGES DE COMMISSIONS		-170 231 962
RÉSULTAT NET DES COMMISSIONS	1 138 839 413	870 082 194
RÉSULTATS NETS SUR :		
• OPÉRATIONS SUR TITRES DE PLACEMENT	195 075 054	184 638 886
• DIVIDENDES ET PRODUITS ASSIMILÉS	77 670 000	88 790 000
• OPÉRATIONS DE CHANGE	985 475 222	1 001 411 093
• OPÉRATIONS DE HORS BILAN	694 409 313	688 496 195
RÉSULTAT NET OPÉRATIONS FINANCIÈRES	1 952 629 589	1 963 336 174
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	549 672 354	632 572 998
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-107 838 808	-178 712 417
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	136 878 707	251 021 718
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	-5 520 507 656	-6 097 944 722
• FRAIS DE PERSONNEL	-2 502 544 054	-2 657 192 297
• AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	-3 017 963 602	-3 440 752 425
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	-808 633 225	-951 139 473
REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	428 583	9 528 004
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	3 845 923 746	4 465 049 859
RÉSULTAT NET DES CORRECTIONS DE VALEUR	-1 515 917 362	-1 377 346 116
EXCÉDENT NET DES DOTATIONS ET REPRISES SUR FRBG	-580 000 000	-500 000 000
RÉSULTAT COURANT (AVANT IMPÔT)	1 750 006 384	2 587 703 743
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	51 350 439	-299 349 580
RÉSULTAT SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	-431 206 078	-305 389 233
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-479 552 761	-694 037 725
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	890 597 984	1 288 927 205

Income Statement for the last two financial periods (in CFAF)



Income & Expenses	Fiscal year 2007	Fiscal year 2008
INTEREST AND RELATED INCOME	8 427 276 918	10 450 512 521
• ON INTERBANK LOANS	1 021 720 114	1 207 950 903
• ON CUSTOMERS' LOANS	6 884 019 248	8 542 258 344
• ON SUBORDINATED LOANS AND SECURITIES		
• ON SECURITIES		
• OTHER INTEREST AND RELATED INCOME	521 537 556	700 303 274
INCOME FROM LEASING AND RELATED OPERATIONS		
INTEREST AND RELATED EXPENSES	-1 922 822 129	-2 484 207 138
• ON INTERBANK DEBTS	-481 123 731	-888 572 241
• ON CUSTOMERS' DEBTS	-1 213 607 540	-1 381 623 876
• ON SECURITIES	-175 492 469	-107 817 227
• ON SUBORDINATED LOANS & SECURITIES	-52 598 389	-106 193 794
EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS		
INTEREST MARGIN	6 504 454 789	7 966 305 383
COMMISSION INCOME	1 138 839 413	1 040 314 156
COMMISSION EXPENSES		-170 231 962
NET RESULT FROM COMMISSION	1 138 839 413	870 082 194
NET RESULT FROM		
• CURRENT SECURITIES TRANSACTIONS	195 075 054	184 638 886
• DIVIDENDS AND RELATED TRANSACTIONS	77 670 000	88 790 000
• FOREIGN EXCHANGE TRANSACTIONS	985 475 222	1 001 411 093
• OFF-BALANCE-SHEET TRANSACTIONS	694 409 313	688 496 195
NET INCOME FROM FINANCIAL OPERATIONS	1 952 629 589	1 963 336 174
OTHER INCOME FROM BANKING OPERATIONS	549 672 354	632 572 998
OTHER BANK OPERATING EXPENSES	-107 838 808	-178 712 417
OTHER INCOME FROM NON-BANKING OPERATIONS	136 878 707	251 021 718
OTHER NON-BANKING OPERATING EXPENSES		
GENERAL OPERATING EXPENSES	-5 520 507 656	-6 097 944 722
• PERSONNEL COSTS	-2 502 544 054	-2 657 192 297
• OTHER GENERAL EXPENSES	-3 017 963 602	-3 440 752 425
DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	-808 633 225	-951 139 473
RECOVERY OF DEPRECIATION & AMORTIZATION AND PROVISIONS ON FIXED ASSETS	428 583	9 528 004
GROSS OPERATING PROFIT	3 845 923 746	4 465 049 859
NET RESULT FROM VALUE ADJUSTMENTS	-1 515 917 362	-1 377 346 116
NET SURPLUS FROM ALLOCATIONS AND REVERSALS ON RESERVES FOR GBR	-580 000 000	-500 000 000
PRE-TAX OPERATING INCOME	1 750 006 384	2 587 703 743
EXTRAORDINARY ITEMS	51 350 439	-299 349 580
RESULT FROM PREVIOUS FINANCIAL PERIODS	-431 206 078	-305 389 233
CORPORATE INCOME TAX	-479 552 761	-694 037 725
NET INCOME FROM THIS FINANCIAL PERIOD	890 597 984	1 288 927 205

Résolutions

Resolutions

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2008, les approuve dans toutes leurs parties et approuve les comptes et le bilan de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Cet exercice 2008 se solde donc par un bénéfice de 1 288 927 205 F CFA, après dotations aux amortissements de 951 139 473 F CFA, dotations au Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) de 500 000 000 F CFA et paiement de l'impôt sur les bénéfices de 694 037 725 F CFA.

En outre, l'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 35 de la loi du 27 juillet 1990 et à l'article 440 de l'Acte Uniforme de l'OHADA, approuve sans réserve ledit rapport.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration pour leur gestion et pour les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2008.

Elle donne également quitus aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours du même exercice.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Selon les propositions du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, après en avoir délibéré, approuve l'affectation comme suit du bénéfice net et du report à nouveau antérieur :

	En F CFA
Résultat de l'exercice	1 288 927 205
Réserve légale (15 % du résultat)	193 339 081
Report à nouveau antérieur	246 382 596
Dividende (18 % du capital)	613 800 000
Nouveau report à nouveau	278 170 720
Réserves libres	450 000 000
	1 535 309 801 1 535 309 801

FIRST RESOLUTION

Having reviewed the Board of Directors' report and the external auditors' general report on fiscal year 2008, the Annual General Meeting approved all parts of the reports and the financial statements and results as presented, as well as the operations reflected in these statements and summarised in these reports.

Fiscal year 2008 closed with a profit of CFAF 1,288,927,205 after amortizations of CFAF 951,139,473, an allocation of CFAF 500,000,000 to the Fund for General Banking Risks (FGBR) and corporate income tax of CFAF 694,037,725.

In addition, after reviewing the external auditors' special report on agreements covered by article 35 of the law of 27 July 1990 and article 440 of the OHADA Uniform Act, the Meeting unreservedly approved this report.

Consequently, the Annual General Meeting ratified the management and the actions of all members of the Board of Directors during the year to 31 December 2008.

The Meeting also ratified the execution of the external auditors' mission in the fiscal year.

SECOND RESOLUTION

Following deliberation, the Annual General Meeting approved the Board of Directors' proposal to allocate all net profits for fiscal year 2008 and the previous balance brought forward as follows:

	In CFAF
Net income for the period	1,288,927,205
Legal reserve (15% of income)	193,339,081
Previous balance brought forward	246,382,596
Dividend (18% of capital)	613,800,000
New balance brought forward	278,170,720
Free reserves	450,000,000
	1,535,309,801 1,535,309,801

Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2009

Annual General Meeting held on 23 May 2009



TROISIÈME RÉOLUTION

En application de la précédente résolution, l'Assemblée Générale décide que, après règlement de l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM) au taux de 10 % sur le dividende brut, il sera effectivement versé aux actionnaires un dividende net correspondant à une rémunération de 1 620 F CFA par action de 10 000 F CFA.

Le paiement de ce dividende s'effectuera au siège social à compter du 1^{er} juin 2009, par estampillage du coupon n° 20 des actions remis à chaque actionnaire.

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale confère à tout porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour exécuter les formalités de publication légale.

THIRD RESOLUTION

In accordance with the preceding resolution, the Annual General Meeting decided that, after payment of tax on income from investments, at 10% of the gross dividend, shareholders will effectively be paid a net dividend corresponding to a remuneration of CFAF 1,620 per share of CFAF 10,000.

The dividend will be paid at the Bank's headquarters as of 1 June 2009, on stamping of coupon 20 of the share certificate held by each shareholder.

FOURTH RESOLUTION

The Annual General Meeting conferred on all holders of an original, an extract or a copy of the minutes of the present Meeting, all powers to execute the formalities of legal publication.

1 NOTES SUR LES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels de la BANK OF AFRICA - MALI (BOA-MALI) sont établis selon les règles définies par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le règlement applicable aux banques des États de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) depuis 1990. Les comptes sociaux au 31 décembre 2008 ont été présentés selon les mêmes méthodes d'évaluation que celles de l'exercice précédent et sont conformes dans leur forme et leur présentation aux recommandations de la profession bancaire et à celles de la BCEAO.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques.

CONVERSION DES COMPTES DU BILAN EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements hors bilan libellés en devises sont convertis en F CFA aux cours de change du 31 décembre 2008, cours communiqués par l'Agence Nationale de la BCEAO.

LES OPÉRATIONS ET POSITIONS EN DEVICES

Les opérations de change sont évaluées à chaque arrêté ou au terme des achats et ventes de devises chez les correspondants, et le résultat de change est enregistré directement au compte de résultat.

Les intérêts, commissions et frais sur les opérations en devises sont couverts et comptabilisés en F CFA dès la réception des avis d'encaissement ou paiement.

LES INTÉRÊTS ET LES COMMISSIONS BANCAIRES

Les produits et charges ont fait l'objet de décomptes et sont rattachés à la période concernée conformément aux principes de la séparation des exercices. Les intérêts sur créances en souffrance échappent à ce principe de comptabilisation et sont constatés pour mémoire.

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

Le classement des comptes clientèle par activités, sociétés, collectivités, particuliers, comptes des actionnaires, comptes à terme, etc. . . n'a pas subi de modification. Les crédits à la clientèle comprennent, d'une part les créances commerciales, les crédits à court, moyen et long terme et, d'autre part, les comptes débiteurs de la clientèle.

Tous les comptes débiteurs en souffrance ont fait l'objet d'une attente particulière et des provisions pour dépréciation conséquentes ont été constituées. Le taux retenu varie entre 38 et 100% selon la nature du risque et suivant les recommandations de la Banque Centrale. Le taux moyen des provisions au 31 décembre 2008 est de 84,9 %.

Les provisions pour dépréciation antérieurement constituées non utilisées ou devenues sans effet ont fait l'objet de reprises et viennent donc améliorer les résultats.

LES IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements y afférents sont calculés sur la durée de vie probable ou estimée selon la méthode linéaire :

FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	33 1/3 %
CONSTRUCTIONS	10 %
MATÉRIEL DE TRANSPORT	33 1/3 %
AMÉNAGEMENT - INSTALLATIONS	20 %
MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU	10-20 %
OUTILLAGE (SELON NATURE)	10 %
MATÉRIEL INFORMATIQUE	20 %

Les réparations et entretiens intervenus sur les immobilisations, notamment sur le mobilier et le matériel informatique, sont enregistrés en charges.



2 OBSERVATIONS SUR LE BILAN

2.1. OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Échéance	Au 31/12/2007*		Au 31/12/2008*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
DE 0 À 1 MOIS	17 494	5 873	15 171	10 697
DE 1 MOIS À 3 MOIS	0	3 000	1 518	0
DE 3 MOIS À 6 MOIS			947	1 250
DE 6 MOIS À 2 ANS	11 024	1 573	2 929	3 750
DE 2 ANS À 5 ANS	1 016	0	3 976	8 000
PLUS DE 5 ANS	1 381	2 000	961	0
TOTAL	30 915	12 446	25 502	23 697

2.2. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

2.2.1 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par échéance

Échéance	Au 31/12/2007*		Au 31/12/2008*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
DE 0 À 1 MOIS	26 861	83 455	33 150	78 514
DE 1 MOIS À 3 MOIS	9 144	850	8 759	2 693
DE 3 MOIS À 6 MOIS	9 269	1 114	11 238	830
DE 6 MOIS À 2 ANS	17 399	1 080	17 744	1 302
DE 2 ANS À 5 ANS	8 259	12 695	8 329	8 413
PLUS DE 5 ANS	3 000	613	2 680	89
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	864		3 842	
TOTAL	74 796	99 807	85 742	91 841

2.2.2 Classement des créances et des dettes avec la clientèle par agents économiques

Agents économiques	Au 31/12/2007*		Au 31/12/2008*	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
PARTICULIERS	16 378	47 308	24 357	58 715
ENTREPRISES PRIVÉES	50 921	43 591	54 089	23 178
SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	7 495	1 510	7 290	42
ÉTAT ET ORGANISMES ASSIMILÉS	2	7 398	6	9 906
TOTAL	74 796	99 807	85 742	91 841

* En millions de F CFA

2.2.3 Détail des créances douteuses et provisions pour dépréciation

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
CRÉANCES IMPAYÉES OU IMMOBILISÉES	249	2 206
CRÉANCES DOUTEUSES	8 750	10 455
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	- 8 135	- 8 953
CRÉANCES DOUTEUSES NETTES	864	3 708

2.3. IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Participation	Montant participation*		Capital*	Part BOA %
	Brut	Net		
DANS LES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS				
• ACTIBOURSE S.A.	46	46	305	15,7 %
• BANK OF AFRICA - BURKINA FASO	60	60	2 500	2,40 %
• FONDS GARI	108	108	12 955	0,83 %
• FGHM S.A.	20	20	330	6,06 %
• SGI MALI	4	4	200	1,88 %
SOUS TOTAL	237	237		
DANS LES AUTRES SOCIÉTÉS				
• AGM	40	40	500	8,00 %
• CTMI - UEMOA	1	1	1 850	0,05 %
• OLYMPE S.A.	48	48	200	24,00 %
• AGORA	250	250	5 000	5,00 %
SOUS TOTAL	339	339		
TOTAL PARTICIPATIONS	576	576		
COMPTE COURANT ASSOCIÉ OLYMPE S.A.	118	118	-	-
TITRES TRÉSOR NON MOBILISABLES	132	132	-	-
SOUS TOTAL	250	250		
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	826	826		

2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Nature	Au 31/12/2007*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2008*
IMMOBILISATIONS BRUTES	768	385		1 153
AMORTISSEMENTS CUMULÉS	530	109		639
TOTAL NET	238	276	0	514

* En millions de F CFA



2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Nature	Au 31/12/2007*	Augmentations*	Diminutions*	Au 31/12/2008*
IMMOBILISATIONS BRUTES	11 459	2 914	164	14 209
• IMMOBILISATIONS EN COURS	75	315		390
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	6 148	726		6 874
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	3 108		102	3 006
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE	2 128	1 873	62	3 939
AMORTISSEMENTS	4 246	802	0	5 048
• IMMOBILISATIONS EN COURS	0	5		5
• IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	3 142	434		3 576
• IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	970	193		1 163
• IMMOBILISATIONS PAR RÉALISATION DE GARANTIE	134	170		304
TOTAL NET	7 213	2 112	164	9 161

2.6. AUTRES ACTIFS/PASSIFS

2.6.1 Autres actifs

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
DÉBITEURS DIVERS	574	1 078
VALEURS NON IMPUTÉES	448	
VALEURS À L'ENCAISSEMENT	983	718
VALEURS À REJETER EN COMPENSATION		17
DÉPÔTS ET CAUTIONNEMENTS		
STOCKS ET EMPLOIS DIVERS		
CRÉANCES RATTACHÉES	1 149	1 277
TOTAL	3 154	3 090

2.6.2 Autres passifs

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
DETTE FISCALES	904	1 260
DETTE SOCIALES	33	37
CRÉDITEURS DIVERS	951	5 266
DETTE RATTACHÉES	152	438
DIVERS	86	72
TOTAL	2 126	7 073

2.7. COMPTES D'ORDRE ET DIVERS

2.7.1 Actif

Comptes d'ordre et divers actif	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
CHARGES COMPTABILISÉES D'AVANCE	325	376
PRODUITS À RECEVOIR		
DIVERS	815	657
TOTAL	1 140	1 033

2.7.2 Passif

Comptes d'ordre et divers passif	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
CHARGES À PAYER	56	107
PRODUITS PERÇUS D'AVANCE	113	143
DIVERS	960	438
TOTAL	1 129	688

2.8. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
CHARGES DE RETRAITE	158	351
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE		
PERTES ET CHARGES	0	17
TOTAL	158	368

2.9. CAPITAUX PROPRES

2.9.1 Détail des capitaux propres

Nature	Montant au 31/12/2007*	Affectation du résultat 2007*	Autres mouvements*	Montant au 31/12/2008*
F.R.B.G.	580		500	1 080
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	0		433	433
RÉSERVES LÉGALES	536	134		670
RÉSERVES RÈGLEMENTÉES				
AUTRES RÉSERVES	900	190		1 090
CAPITAL SOCIAL	3 300		800	4 100
FONDS AFFECTÉS (PRÊTS SUBORDONNÉS)	1 500		-600	900
FONDS BLOQUÉS D'ACTIONNAIRES				
REPORT À NOUVEAU	284	-38		246
RÉSULTAT 2007	891	-891		
RÉSULTAT 2008	0		1 289	1 289
TOTAL	7 991	-605	2 422	9 808



2.9.2 Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Le Fonds pour Risques Bancaires Généraux a été doté comme suit (en millions de F CFA, par année de dotation)

Année	Montant
2006	
2007	580
2008	500
soit au 31/12/2008	1 080

2.9.3 Informations sur le capital

Le capital de la BANK OF AFRICA - MALI s'élève à 4 100 millions de F CFA.

Il est composé de 410 000 titres d'une valeur nominale de 10 000 F CFA.

La structure de l'actionnariat est la suivante :

Actionnaires	Structure
BOA GROUP S.A.	48,52 %
ATTICA S.A.	2,40 %
FMO	8,30 %
ACTIONNAIRES PRIVÉS NATIONAUX	35,38 %
AUTRES	5,40 %
TOTAL	100 %

3 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
ENGAGEMENTS DONNÉS	15 262	14 619
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	3 063	2 443
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		1 390
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	3 063	1 053
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	12 199	12 176
• EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	12 199	12 176
ENGAGEMENTS REÇUS	75 549	78 215
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	12 010	12 010
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	12 010	12 010
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	0	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	63 539	66 205
• REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		
• REÇUS DE LA CLIENTÈLE	63 539	66 205
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

* En millions de F CFA

4 OBSERVATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
SUR CRÉANCES INTERBANCAIRES	1 021	1 208
• À VUE	404	291
• À TERME	617	917
SUR CRÉANCES DE LA CLIENTÈLE	7 406	9 243
• CRÉANCES COMMERCIALES	710	479
• AUTRES CRÉDITS À COURT TERME	1 214	666
• COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	3 516	5 507
• CRÉDITS À MOYEN TERME	1 854	2 351
• CRÉDITS À LONG TERME	112	240
TOTAL	8 427	10 451

4.2. INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
SUR DETTES INTERBANCAIRES	709	1 102
• À VUE	283	101
• À TERME	426	1 001
SUR DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	1 214	1 382
• À VUE	632	564
• À TERME	582	818
TOTAL	1 923	2 484

4.3. COMMISSIONS

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
COMMISSIONS PERÇUES (PRODUITS)	4 139	4 654
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	1 139	1 040
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	3 000	3 614
COMMISSIONS VERSÉES (CHARGES)	468	1 115
• SUR OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET INTERBANCAIRES	360	766
• SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	108	349

* En millions de F CFA



4.4. FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION

4.4.1 Frais de personnel

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 880	1 971
CHARGES SOCIALES	623	686
TOTAL	2 503	2 657

4.4.2. Autres frais généraux

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS	207	269
REDEVANCE DE CRÉDIT BAIL	284	316
LOYERS	114	134
ENTRETIEN ET RÉPARATIONS	258	268
PRIMES D'ASSURANCE	94	95
INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES	392	428
PUBLICITÉ, PUBLICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	165	334
DÉPLACEMENTS MISSIONS ET RÉCEPTIONS	149	158
FRAIS POSTAUX ET FRAIS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	328	338
ACHATS NON STOCKÉS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	395	538
JETONS DE PRÉSENCE	103	104
MOINS VALUES DE CESSIONS	127	26
AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX	402	431
TOTAL	3 018	3 441

4.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	809	951
• DES IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	442	541
• DES IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	367	410
REPRISES	0	-10
TOTAL	809	941

4.6. SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	1 979	2 469
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	170	267
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	18	245
PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	962	2 029
REPRISES DE PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-1 428	-1 617
REPRISES DE PROVISIONS SUR AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	0	-1 961
REPRISES DE PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-105	0
RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-80	-55
TOTAL	1 516	1 377

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1. EFFECTIFS MOYENS

Catégories	2007	2008
CADRES EXPATRIÉS	2	1
CADRES LOCAUX	74	81
GRADÉS	80	92
EMPLOYÉS	16	16
PERSONNEL NON BANCAIRE	22	26
PERSONNEL TEMPORAIRE	0	0
TOTAL	194	216

5.2. CONTREVALEUR DES COMPTES EN DEVISES

Nature	Au 31/12/2007*	Au 31/12/2008*
ACTIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	8 209	5 408
• BILLETS ET MONNAIES	214	545
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	7 995	4 863
VALEURS À L'ENCAISSEMENT ET DIVERS	819	717
PASSIF		
OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE	1 591	0
• CORRESPONDANTS BANCAIRES	1 591	0
• REFINANCEMENTS		
• AUTRES SOMMES DUES		
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE		
• COMPTES ORDINAIRES		



5.3. AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2008

Nature	En millions de F CFA
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2008	1 289
REPORT À NOUVEAU DE L'EXERCICE 2007	246
TOTAL À RÉPARTIR	1 535
RÉSERVE LÉGALE (15% DU RÉSULTAT)	193
DIVIDENDE (18% DU CAPITAL)	614
RÉSERVES FACULTATIVES	450
NOUVEAU REPORT À NOUVEAU	278
TOTAL RÉPARTI	1 535

6 RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

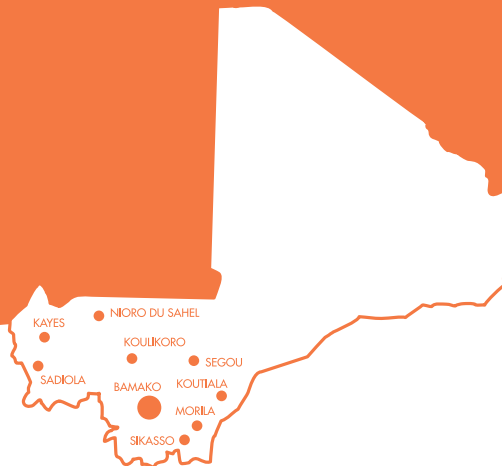
Nature	2004	2005	2006	2007	2008
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• CAPITAL SOCIAL*	2 500	3 000	3 000	3 300	4 100
• NOMBRE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES	500 000	300 000	300 000	330 000	410 000
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE*					
• CHIFFRE D'AFFAIRES	8 614	9 221	10 772	12 566	15 104
• BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2 635	3 387	4 102	4 654	5 407
• IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	19	31	252	480	694
• BÉNÉFICE APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	35	58	468	891	1 289
RÉSULTAT PAR ACTION**					
• APRÈS IMPÔTS, AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	5 232	11 187	12 833	12 648	11 495
• APRÈS IMPÔTS, AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	70	193	1 561	2 699	3 144
PERSONNEL					
• EFFECTIF MOYEN DES SALARIÉS PENDANT L'EXERCICE	154	156	175	194	216
• MONTANT DE LA MASSE SALARIALE DE L'EXERCICE*	1 268	1 336	1 823	1 880	1 971
• SOMMES VERSÉES AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX*	210	206	240	623	686

* En millions de F CFA

** En F CFA

BANK OF AFRICA - MALI

418, Avenue de la Marne – BP 2249 – Bozola – Bamako – MALI
Tél. : (223) 20 70 05 00 – Fax : (223) 20 70 05 60 – Télex 2581
Swift : AFRIMLBAXXX – Email <information@boamali.com>
www.boamali.com



AGENCES BAMAKO / BAMAKO BRANCHES

■ AGENCE CENTRALE

418, Avenue de la Marne – BP 2249 – Bozola – Bamako
Tél. : (223) 20 70 05 00 – Fax : (223) 20 70 05 60
Email <boadg@boamali.com>

■ AGENCE ELITE

418, Avenue de la Marne – BP 2249 – Bozola – Bamako
Tél. : (223) 20 70 05 18
Email <agence.elite@boamali.com>

■ ACI 2000

Quartier Hamdallaye – ACI 2000 – Bamako
Tél. : (223) 20 70 05 43 – Fax : (223) 20 70 05 44
Email <ag.aci2000@boamali.com>

■ BADALABOUGOU

Badalabougou Est – Avenue de l'OUA – Porte 455 – Bamako
Tél. : (223) 20 22 65 75 – Fax : (223) 20 70 05 64
Email <ag.badala@boamali.com>

■ HAMDALLAYE

Avenue Cheick Zayed – Bamako
Tél. : 20 70 05 84 – Fax : 20 70 05 85
Email <ag.hamdallaye@boamali.com>

■ HIPPODROME

Route de Koulikoro – Porte 1236 – Bamako
Tél. : (223) 20 70 05 94 – Fax : (223) 20 70 05 93
Email <ag.hippo@boamali.com>

■ SÉBÉNIKORO

Route de Guinée – Bamako
Tél. : (223) 20 70 05 48 – Fax : (223) 20 70 05 49 / 20 79 48 23
Email <ag.sebenikoro@boamali.com>

BUREAU DE REPRESENTATION / REPRESENTATIVE OFFICE

■ PARIS

67/69, rue de la Plaine – 75020 Paris – France
Tél. : (33) 1 44 64 90 90 – Fax : (33) 1 44 64 75 95
Email <bur.paris@boamali.com>

AGENCES REGIONALES / REGIONAL BRANCHES

■ KAYES

BP 245 – Quartier Liberté – Kayes
Tél. : (223) 20 70 05 77 – Fax : (223) 20 70 05 78
Email <ag.kayes@boamali.com>

■ KOULIKORO

Plateau I – Porte n°4589 – Koulikoro
Tél. : (223) 20 70 05 71 – Fax : (223) 20 70 05 67
Email <ag.koulikoro@boamali.com>

■ KOUTIALA

BP 65 – Koutiala
Tél. : (223) 20 70 05 75 – Fax : (223) 20 70 05 76
Email <ag.koutiala@boamali.com>

■ NIORO DU SAHEL

Place du marché – Immeuble Cheick Sidi Tahara Diallo – Nioro du Sahel
Tél. : (223) 20 70 05 88 – Fax : (223) 21 54 09 91
Email <ag.nioro@boamali.com>

■ SÉGOU

Quartier Commercial – Immeuble Sory Konandji – Ségo
Tél. : (223) 20 70 05 88 – Fax : (223) 21 32 36 68
Email <ag.segou@boamali.com>

■ SIKASSO

BP 229 – Sikasso
Tél. : (223) 20 70 05 74 – Fax : (223) 20 70 05 73
Email <ag.sikasso@boamali.com>

BUREAUX DE PROXIMITÉ / LOCAL BRANCHES

■ MORILA

Rattaché à l'Agence de Sikasso – Mine d'or de Morila – BP 229 – Morila
Tél. : (223) 20 70 05 83 – Fax : (223) 20 70 05 82

■ SADIOLA

Rattaché à l'Agence de Kayes – Mine d'or de Sadiola – BP 245 – Sadiola
Tél. : (223) 20 70 05 80 – Fax : (223) 20 70 05 79